



MARDI 28 MAI 2019

"Méfiez-vous de ces vérités qui sont des mensonges."

- ▶ **Pic pétrolier: ça se précise** (Vincent Rondreux) p.1
- ▶ **Concentration record de CO2: la barre des 415 ppm franchie à Mauna Loa** (Vincent Rondreux) p.4
- ▶ **Émissions de CO2: la tendance n'est pas votre amie** (Kurt Cobb) p.9
- ▶ **31,2 degrés au niveau du cercle polaire en mai, encore un record** p.10
- ▶ **La quatrième révolution industrielle en pratique** (Tim Watkins) p.13
- ▶ **La disparition des grands espaces: croissance démographique et étalement en Amérique** (Alice Friedemann) p.14
- ▶ **Échec et mat pour l'hégémon** (Dmitry Orlov) p.26
- ▶ **Températures, fonte des glaces, catastrophes : les rapports scientifiques donnent le vertige** p.29
- ▶ **Rumeurs de guerre** (James Howard Kunstler) p.34
- ▶ **De la génération 1968 à la génération climat** (Michel Sourrouille) p.35
- ▶ **LES PAUMÉS DE LA TERRE...** (Patrick Reymond) p.37

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ Le secteur des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine pourrait-il devenir une guerre froide mondiale? (Nouriel Roubini) p.39
- ▶ Oubliez "l'argent": ce qui compte, ce sont l'eau, l'énergie, le sol et la nourriture - et un objectif national commun (Charles Hugh Smith) p.41
- ▶ UN PETIT ÉDITO VITE FAIT POUR EXPLIQUER LE MYSTÈRE DE L'ABSENCE DE L'HYPERINFLATION, ABSENCE TEMPORAIRE. (BRUNO BERTEZ) P.45
- ▶ Affrontement US – Chine : Premier Round aux USA. (Charles Gave) p.47
- ▶ La ville de Baltimore aux Etats-Unis prise en otage par des pirates qui ont dérobé des outils à... la NSA! (Charles Sannat) p.51
- ▶ L'EURO, UNE FAUSSE BONNE IDÉE (1/2) (Olivier Delamarche) p.52
- ▶ IL N'Y A PAS DE PLACE POUR DEUX CROCODILES DANS LE MÊME MARIGOT (BRUNO BERTEZ) P.56
- ▶ COMMENT DONALD TRUMP A RATÉ SA CHANCE (Bill Bonner) p.57

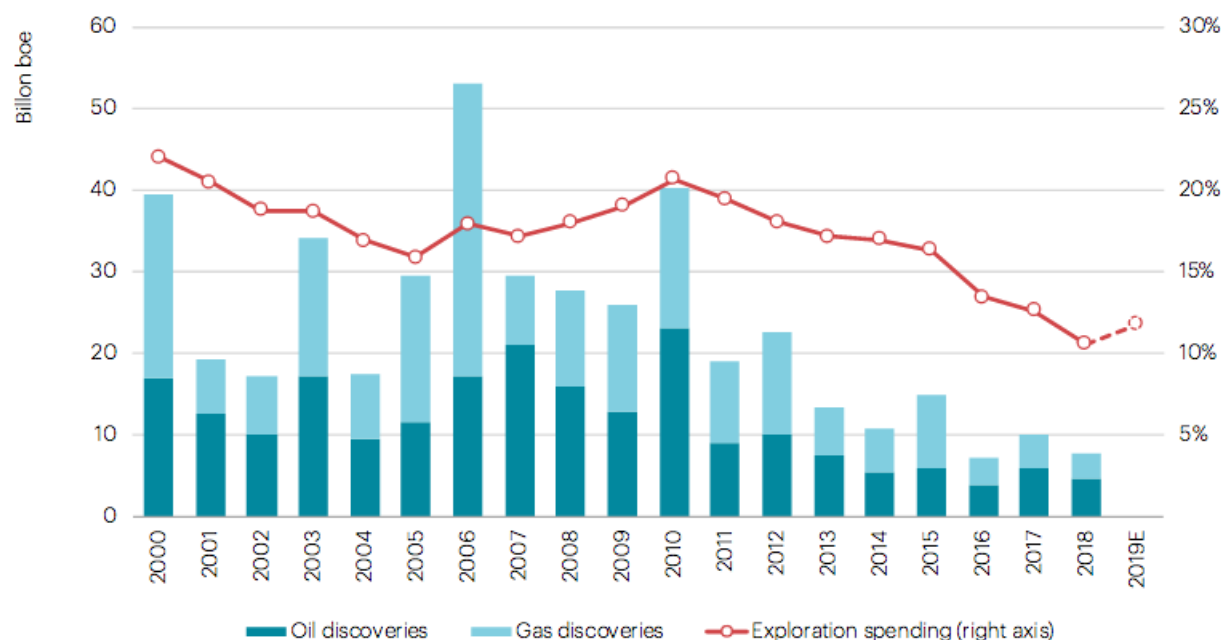
<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Pic pétrolier: ça se précise

Vincent Rondreux , Dr Pétrole et Mr Carbone , Publié le 27 mai 2019

Un nouveau rapport de l'Agence internationale de l'énergie tire la sonnette d'alarme: ces dernières années les découvertes de pétrole et de gaz conventionnels ont été trois fois moins importantes qu'il y a seulement dix ans ! Alors que, de l'aveu même de l'AIE, les hydrocarbures de schiste ne peuvent pas combler de tels volumes, le monde réinvestit encore dans les combustibles fossiles... Et au diable la fièvre planétaire destructrice et la transition carbone ! En attendant le sevrage.

Global conventional resources discoveries and exploration spending as % of total investment



Source: IEA analysis with calculations based on Rystad Energy (2019).

Découvertes globales de pétrole et de gaz conventionnels depuis le début du siècle. Doc. AIE

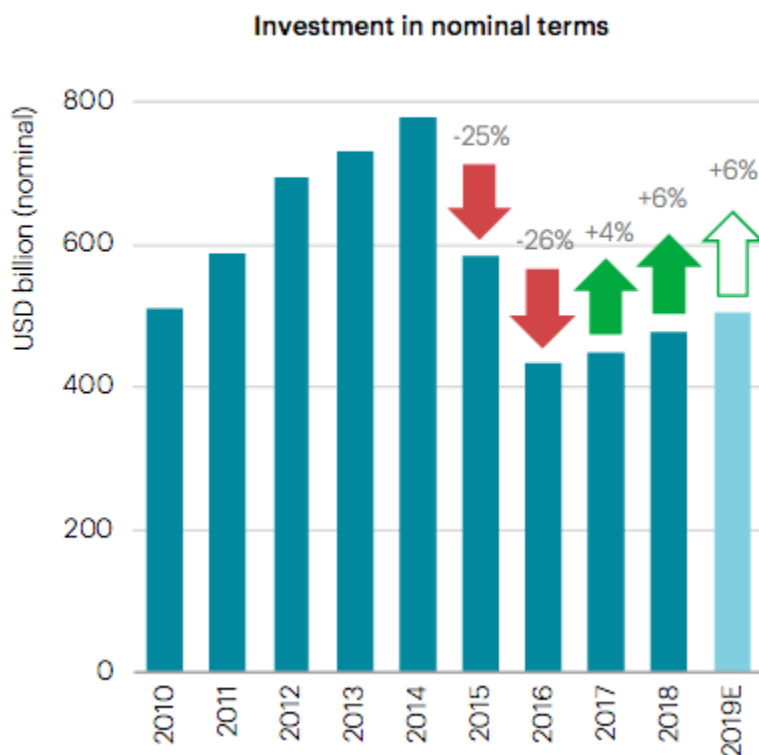
Et si très prochainement notre soif permanente de pétrole n'était plus totalement comblée ? Et si la Terre commençait maintenant à fermer ostensiblement le robinet ? L'hypothèse est de plus en plus probable. Paru en mai, le dernier rapport [World Energy Investment 2019](#) de l'[Agence internationale de l'énergie](#) (AIE) fait écho à [l'avertissement que cette organisation a déjà émis fin 2018](#) au sujet d'une baisse probable, [dès les années 2020](#), c'est-à-dire demain, de la production d'or noir, véritable sang de notre société basée sur des déplacements faciles et permanents. Cette fois, l'AIE souligne que les investissements traditionnels dans l'énergie ne sont plus suffisants [« pour maintenir les habitudes de consommation actuelles »](#), selon Fatih Birol, son directeur exécutif.

Investissements bas-carbone stagnants, investissements pour les énergies fossiles en hausse

L'AIE confirme ainsi que les projets approuvés de pétrole, et également de gaz conventionnels, ne sont pas assez consistants pour satisfaire une demande toujours croissante. Elle souligne également qu'il y a peu de signes de réaffectation substantielle de capital vers l'efficacité énergétique et les énergies bas-carbone, pour espérer que ce type d'investissements soit à la hauteur de l'Accord de Paris sur le climat, ayant pour objectif, rappelons-le de limiter le réchauffement global bien en dessous de +2°C, en visant 1,5°C ([ce qui n'est en fait déjà plus possible](#)). Autrement dit, après avoir allumé la bombe d'une fièvre planétaire destructrice, on fonce droit vers un monde de pénurie. Sans même le préparer. Collapse. D'après l'AIE, les investissements globaux dans l'énergie ont été stabilisés en 2018 à plus de 1800 milliards de dollars, et les investissements dans la production d'électricité devancent depuis trois ans maintenant les investissements dans l'approvisionnement en pétrole et en gaz, du fait principalement de l'effondrement de ces derniers, amplifié en 2015 (-25%) et en 2016 (-26%) par la chute du prix du brut. Surprise: les investissements 2018 restent stables pour l'efficacité énergétique (240 milliards) et accusent même une légère baisse pour la production d'électricité (775 milliards), y compris celle qui est produite à partir d'énergies renouvelables (un peu plus de 300 milliards de dollars). Au total, les inves-

tissements dans les énergies bas carbone (dans lesquels l'AIE place les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les batteries, les réseaux électriques mais aussi les agrocarburants, l'énergie nucléaire ou encore la capture et le stockage du carbone), stagnent à environ 620 milliards de dollars en 2018, soit 35% du total. Quid donc de la grande transition énergétique annoncée ?

Global upstream oil and gas investment



Evolution depuis 2010 des investissements amonts mondiaux pour l'approvisionnement en pétrole et en gaz. Doc AIE

En revanche, les investissements sont en hausse pour l'approvisionnement en... énergies fossiles: plus de 700 milliards de dollars en 2018 dont près de 500 milliards dans les investissements amonts, c'est-à-dire l'argent injecté dans le secteur avant même de produire. Même les investissements dans l'approvisionnement en charbon augmentent en 2018 (pour la première fois depuis 2012), de +2%, atteignant 80 milliards de dollars, avec une progression dans beaucoup des principales régions productrices: Chine, Inde, Australie... Et si les investissements dans les centrales à charbon (moins de 60 milliards de dollars) sont eux à leur plus bas niveau depuis le début de ce siècle tandis que les fermetures atteignent un niveau record, [cela n'empêche pas le parc global de ces centrales thermiques de continuer à progresser, du fait de leur développement dans les pays en développement d'Asie](#), indique l'AIE.

Les hydrocarbures de schiste ne pourront plus longtemps combler la chute des hydrocarbures conventionnels

Ce n'est pas tout: après un net déclin depuis les années 2000-2010 et suite à une forte réduction des coûts du secteur, les investissements dans l'exploration en pétrole et gaz conventionnels (dont la part dans les investissements amonts était en 2018 de l'ordre de 10%, deux fois moins qu'en 2010) [de-](#)

[vraient bondir de 18% en 2019](#), à environ 60 milliards de dollars, promet l'AIE. Comme s'il y avait urgence donc... C'est que la découverte de pétrole brut conventionnel, le meilleur, le moins cher, a en fait chuté à 5,2 milliards de barils équivalent pétrole (bep) en moyenne par an sur la période 2014-2018, soit le tiers seulement de la précédente décennie. Trois fois moins ! Et l'AIE fait le même constat pour le gaz conventionnel: 5 milliards de bep contre 15,1.

Fin 2018, l'Agence internationale de l'énergie estimait que, ces trois dernières années, les projets approuvés de pétrole conventionnel, ne représentaient [« que la moitié du volume nécessaire pour équilibrer le marché jusqu'en 2025 » et qu'il faudrait que l'offre en pétrole de schiste fasse plus que tripler d'ici là](#) pour qu'elle comble le volume manquant... Si, à force de centaines de milliers de forages, ce pétrole de schiste a jusqu'alors comblé la baisse du pétrole conventionnel [qui a atteint son pic il y a plus de 10 ans](#), il ne peut donc plus continuer à le faire bien longtemps selon l'IEA qui ne prévoit qu'un doublement de son offre d'ici 5-6 ans, ce qui est déjà beaucoup. Et ce resserrement de l'offre semble maintenant d'autant plus envisageable que les investissements dans les hydrocarbures de schiste s'annoncent bien contrastés: hausse en moyenne en 2019 des investissements chez les majors mais baisse, de l'ordre de 6% selon l'AIE, chez les « purs opérateurs » américains, [qui ne gagnent pas d'argent...](#) Bien plus coûteux en énergie, matériel et technologies que les hydrocarbures conventionnels, les hydrocarbures de schiste atteignent aujourd'hui le quart des investissements amont du secteur (contre 4% pour les années 2000-2009), quasiment autant que le offshore, où une accélération des projets approuvés est également envisagée par l'AIE en 2019, du Golfe du Mexique à la Mer du Nord, en passant par le Brésil, la Guyane, l'Angola, le Mozambique...

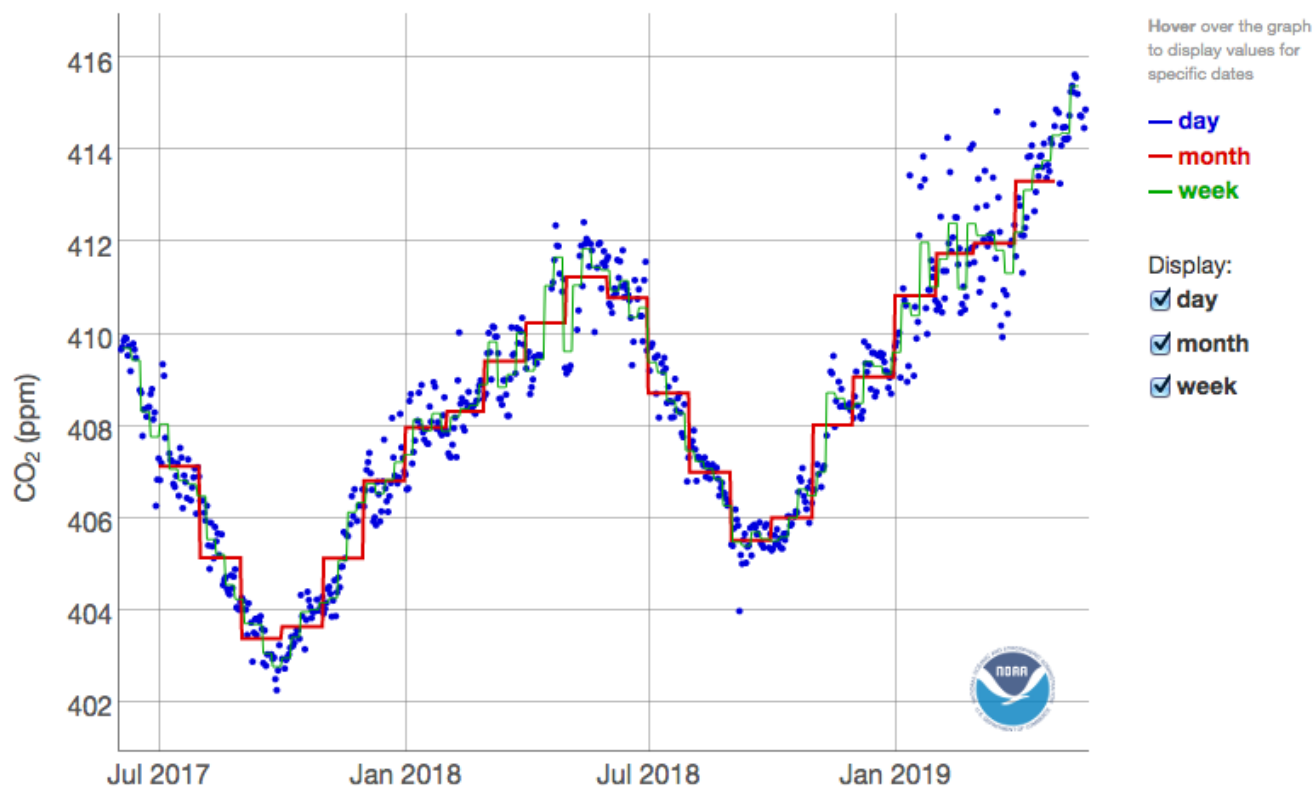
A l'instar de toxicomanes, si on ne trouve pas toutes les « doses » désirées par notre société -ce qui est en fait déjà prévisible donc- le sevrage pourra alors commencer, version peak oil, déplétion... Et cela reste cohérent avec [les dates du pic pétrolier données par les experts du secteur](#). Mauvaise nouvelle: pour tous les drogués, notamment les pays riches, le manque ne s'annonce pas drôle du tout. Bonne nouvelle: les émissions de CO2 pourraient alors commencer à baisser... Et si, enfin, on se préparait ?

Concentration record de CO2: la barre des 415 ppm franchie à Mauna Loa

Vincent Rondreux , Dr Pétrole et Mr Carbone, Publié le 22 mai 2019

A peine deux ans après avoir dépassé 410 ppm, la concentration de CO2 a franchi à la mi-mai la barre de 415 ppm au laboratoire de Mauna Loa, référence en la matière. A ce rythme, les 450 ppm – sonnant le glas de l'objectif d'une limitation de la fièvre planétaire à +2°C- seront atteints d'ici 2033. Et la hausse des émissions s'accélère cette année.

Mauna Loa Daily, Monthly and Weekly Averages for two years



Évolution ces deux dernières années des concentrations moyennes quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles de CO₂, au laboratoire de Mauna Loa (Hawaï). Doc. NOAA

415,64 parties par million (ppm): c'est le [nouveau record journalier de concentration de CO₂ dans l'atmosphère](#) établi le 15 mai à la station Mauna Loa, à Hawaï, par le [Earth System Research Laboratory](#) de l'Agence américaine [NOAA](#) (National Oceanic and Atmospheric Administration), après plusieurs jours au dessus de la barre de 415 ppm qui n'avait jusque-là jamais été franchie depuis que l'on réalise ce genre de mesures. Ainsi, la semaine ayant commencé le 12 mai a atteint la [moyenne record de 415,39 ppm](#), soit 3,5 ppm de plus que l'an passé et 25 ppm de plus qu'il y a dix ans, sachant que le niveau à l'époque préindustrielle était de l'ordre de 280 ppm et qu'il ne faudrait pas dépasser 450 ppm à la fin du siècle pour conserver une chance sur deux de limiter la fièvre planétaire à +2°C, selon les [données du GIEC](#), Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat.

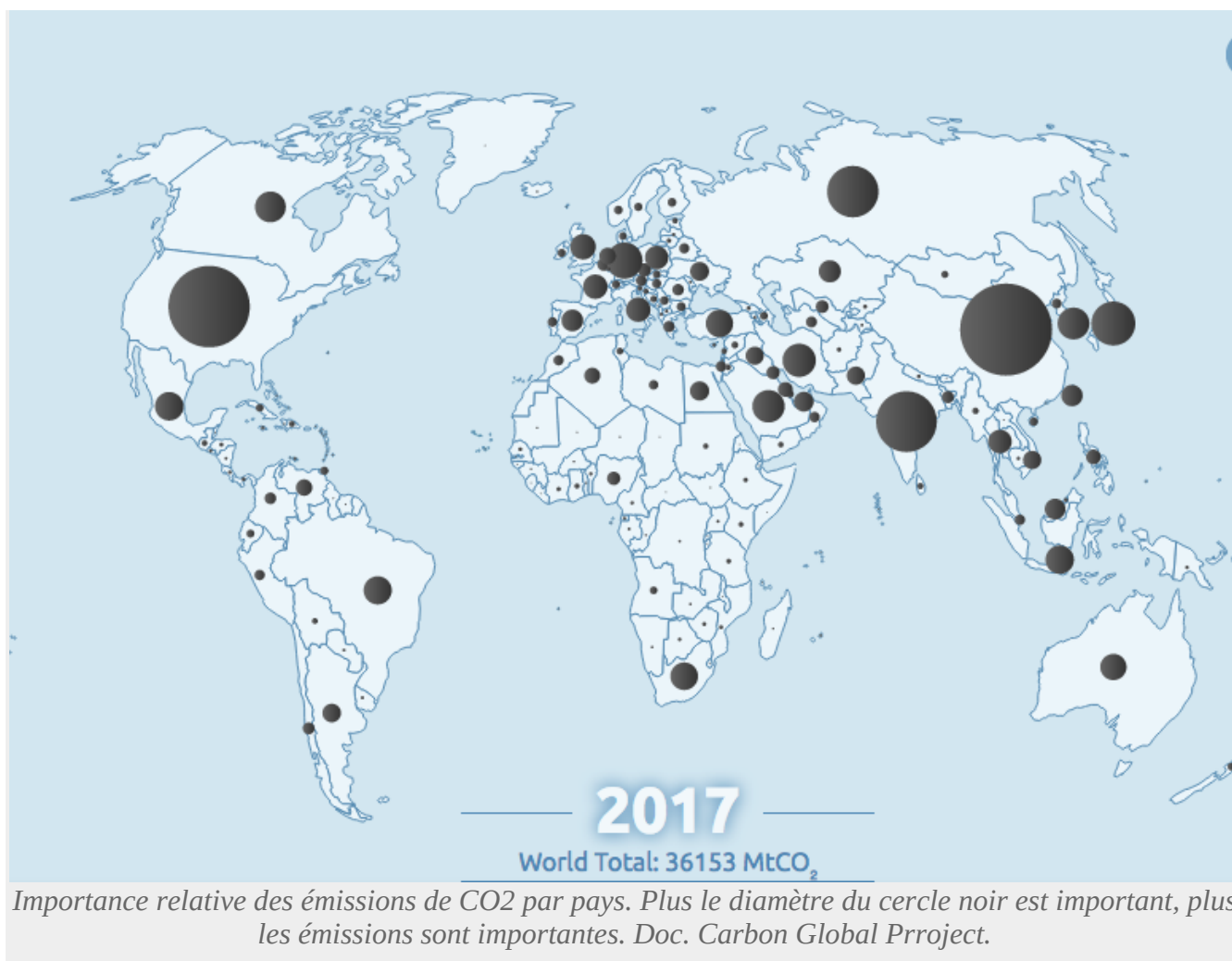
Le niveau actuel de CO₂ est déjà incompatible avec une limitation du réchauffement global à +1,5°C

En fait, comme nous émettons avec l'usage des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz), environ le double de CO₂ que peuvent capturer les océans et les écosystèmes terrestres, le record de la concentration atmosphérique de CO₂ est systématiquement battu tous les ans. Cela se déroule au printemps, en avril – mai, c'est-à-dire plutôt vers la fin de la période de repos de la végétation de l'hémisphère nord, où l'on trouve la plupart des continents, c'est-à-dire également la plupart des arbres, plantes... Cette concentration atmosphérique de CO₂ diminue ensuite pendant la période de croissance de la plupart des végétaux, puis remonte, bat son précédent record, et ainsi de suite. Les records 2018 était de 412,45 ppm en moyenne journalière ([moyenne établie le 14 mai 2018](#)), de 411,85 ppm en moyenne hebdomadaire ([semaine commençant le 13 mai 2018](#)) et de 411,24 ppm en moyenne mensuelle ([mois de mai 2018](#)). L'actuel record mensuel de 2019 est le mois d'avril avec une moyenne de [413,32 ppm](#). Il sera battu en mai.

Une telle succession de records ne pourra s'arrêter que lorsque nos émissions mondiales de CO₂ deviendront inférieures à la [capacité de « pompage » des océans et des continents](#), un stade que les experts appellent « neutralité carbone » et qui n'est pas attendu avant 2050 dans le meilleur des cas. Autrement dit, on a dès à présent toutes les chances de dépasser la barre de 450 ppm. Au rythme actuel, il faudra même moins de 15 ans pour y parvenir. Quant au niveau maintenant atteint, il est déjà [incompatible avec une limitation du réchauffement global à +1,5°C qui nécessiterait de revenir bien en dessous de 400 ppm](#), toujours selon les rapports du GIEC. Pour mémoire, cette barre de 400 ppm a été franchie pour la première fois à Mauna Loa [en mai 2013](#), il y a 6 ans.

Des émissions de CO₂ fossile en hausse d'environ +2,7% en 2018

Question: vu l'urgence, les émissions mondiales sont-elles prêtes à baisser ? Sauf crise majeure du genre pic pétrolier ou pénurie, la réponse est pour l'instant clairement non. En effet, si les émissions de CO₂ sur le territoire des pays membres de l'Union européenne sont en [diminution de 2,5% pour 2018 selon Eurostat](#) (-3,5% en France, ce qui est même bien inférieur à [ce qu'il faudrait tous les ans jusqu'à 2050 pour limiter le réchauffement bien en dessous de 2°C](#)), cette baisse est très largement compensée à l'échelle du globe par une hausse par ailleurs générale: [+4,7% pour la Chine, +2,5% pour les Etats-Unis, +6,5% pour l'Inde](#), selon l'organisation [Global Carbon Project](#).



Au total, la hausse globale 2018 des émissions de CO₂ fossile atteint +2,7%, ce qui correspond en fait à une accélération du mouvement de hausse. A présent, ces émissions dues aux énergies fossiles [dépassent 37 milliards de tonnes de CO₂](#). Par comparaison, elles étaient de l'ordre de 20 milliards de tonnes

dans les années 1980 alors que la problématique du réchauffement planétaire était déjà pointée du doigt sur la scène internationale, la création du GIEC datant de 1988.

20 pays représentent les trois quarts des émissions de CO2

Arrêté à 2017, l'actuel Top 20 des principaux émetteurs est celui-ci, selon les [données](#) de Carbon Global Project:

1. Chine 9839 millions de tonnes de CO2
2. Etats-Unis 5270
3. Inde 2467
4. Russie 1693
5. Japon 1205
6. Allemagne 799
7. Iran 672
8. Arabie Saoudite 635
9. Corée-du-Sud 616
10. Canada 573
11. Mexique 490
12. Indonésie 487
13. Brésil 476
14. Afrique du Sud 456
15. Turquie 448
16. Australie 413
17. Royaume-Uni: 385
18. France: 356
19. Italie: 356
20. Thaïlande: 331

Total: près de 28 milliards de tonnes de CO2 fossile, soit plus des trois quarts des émissions mondiales pour 20 pays.

Correspondance entre émissions de CO2, exploitation du sous-sol et concentration de richesse

Ce classement ne montre cependant pas les comportements les plus émetteurs. Si l'on prend maintenant les émissions des pays par habitant, la liste des plus mauvais élèves souligne l'intéressante correspondance entre les émissions de CO2, l'exploitation du sous-sol, notamment des énergies fossiles bien sûr, et la concentration de richesse que symbolisent les paradis fiscaux.

En effet, voici le top 20 des territoires les plus émetteurs par tête (année 2017):

1. Qatar 49 tonnes de CO2 par habitant.
2. Curaçao 39
3. Trinidad-et-Tobago 30
4. Koweït 25
5. Emirats Arabes Unis 25
6. Brunéi Darussalam 24
7. Bahreïn 23
8. Nouvelle-Calédonie 20
9. Arabie Saoudite 19
10. Australie 17
11. Etats-Unis 16

12. Kazakhstan 16
13. Luxembourg 16
14. Canada 16
15. Estonie 15
16. Palaos 14
17. Oman 14
18. Iles Féroé 14
19. Iles Bonaire, Saint-Eustache et Saba 14
20. Saint-Pierre-et-Miquelon 13

La présence de deux territoires français dans une telle liste s'explique par le fait que la France [n'intègre pas les émissions de certaines de ses régions d'outre-mer](#) (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna) dans sa comptabilité CO2 au sein de l'Union européenne, s'exonérant ainsi de certaines contraintes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Or, les émissions de CO2 par habitant sont importantes en Nouvelle-Calédonie du fait notamment de l'exploitation du nickel et des centrales à charbon qu'elle nécessite. Quant à Saint-Pierre-et-Miquelon -un archipel isolé dans un environnement froid et où seulement quelques milliers de personnes vivent- la production électrique y est inféodée aux centrales thermiques à fioul.

Top 30 des pays aux « jours de dépassement » les plus rapides

Évalué pour les principaux pays par l'ONG Global Footprint Network, le « [jour du dépassement](#) », c'est-à-dire le jour de l'année où la consommation d'une entité dépasse ce que la Terre peut en fait lui donner en un an, confirme en partie la concordance entre émissions, exploitation des ressources, concentration de la richesse. Ainsi, si tout le monde vivait comme au Qatar ou au Luxembourg, il faudrait 8 à 9 planètes comme la Terre pour que cela soit « durable ». Selon les données de l'ONG, voici le Top 30 des jours du dépassement les plus rapides pour 2019:

- 1 Qatar 11 février
- 2 Luxembourg 16 février
- 3 Emirats Arabes Unis 8 mars
- 4 Koweït 11 mars
- 5 Etat-Unis 15 mars
- 6 Canada 18 mars
- 7 Danemark 29 mars
- 8 Australie 31 mars
- 9 Suède 3 avril
- 10 Finlande
- Belgique
- Arabie Saoudite 6 avril
- 13 Corée du sud 10 avril
- 14 Singapour 12 avril
- 15 Norvège 18 avril
- 16 Russie 26 avril
- 17 Slovaquie
- Irlande 27 avril
- 19 Israël
- Allemagne 3 mai
- 21 Hollande 4 mai
- 22 Nouvelle-Zélande 6 mai
- 23 Suisse 9 mai

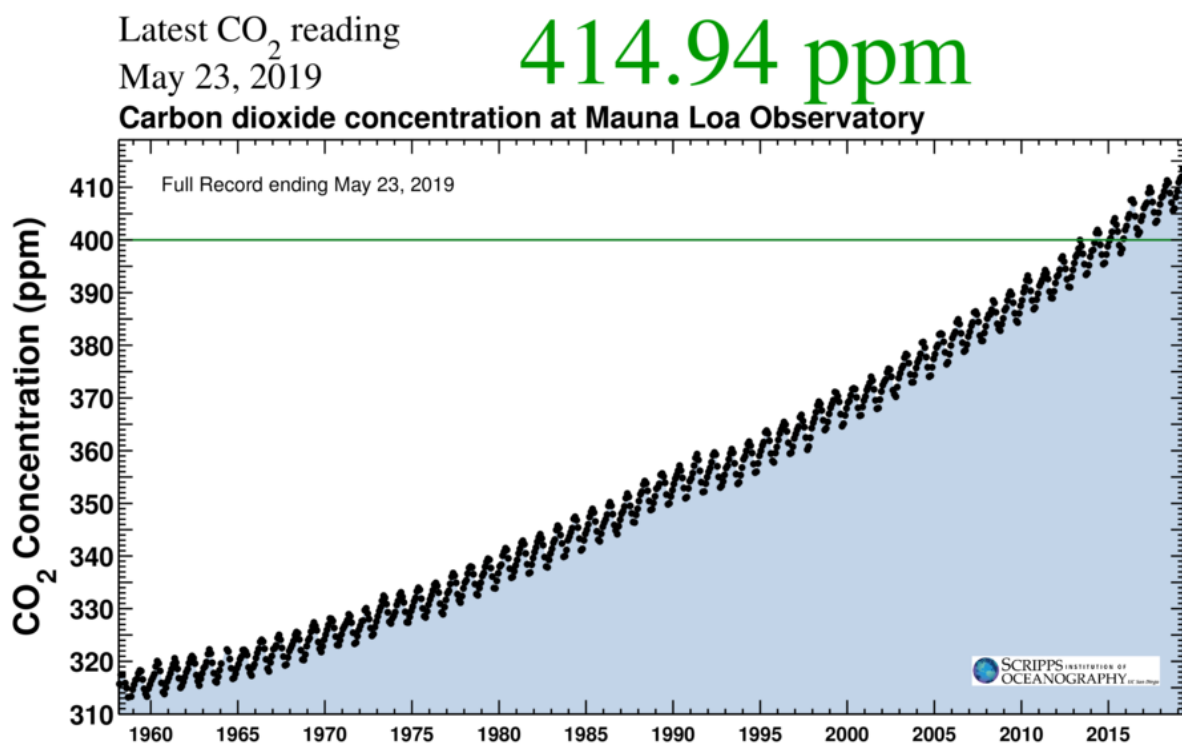
- 24 Japon 13 mai
- 25 France 14 mai
- 26 Italie 15 mai
- 27 Royaume-Uni 17 mai
- 28 Chili 19 mai
- 29 Grèce 20 mai

30 Portugal 26 mai

Emissions de CO₂: la tendance n'est pas votre amie

Par [Kurt Cobb](#) , publié à l'origine par [Resource Insights](#) 26 mai 2019

Lorsque l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a annoncé fin mars que [la consommation d'énergie avait augmenté en 2018 au rythme le plus rapide depuis une décennie](#) , cela confirme une chose déjà connue de la plupart de ceux qui comprennent vraiment la crise climatique: Collectivement, l'humanité ne progresse presque pas à faire quelque chose d'important sur le changement climatique. Il n'est donc pas surprenant que [la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère atteigne un nouveau record](#) .



Alors que le discours public le plus répandu a été que nous faisons de grands pas en avant vers une économie à faibles émissions de carbone grâce au déploiement rapide des énergies renouvelables, le rapport de l'AIE a montré qu'une civilisation se dirigeait inexorablement vers une catastrophe climatique.

De la croissance de la demande en énergie - l'énergie supplémentaire nécessaire pour alimenter l'économie mondiale en 2018 par rapport à 2017 - 70% était fournie par des combustibles fossiles. Comme nous le dit l'AIE, lorsque nous apprenons que la production d'énergie solaire a

augmenté de 31% l'année dernière sans contexte approprié, nous ne comprenons pas qu'il s'agit d'une très petite base par rapport à l'énergie d'origine fossile.

La combustion du charbon a représenté environ un tiers de toutes les émissions en 2018. La consommation de charbon continue d'augmenter. Ceci, nous dit-on, se fait malgré l'utilisation croissante du gaz naturel pour la production d'électricité. Mais le gaz naturel, bien qu'il contienne moins de carbone, reste un carburant carboné.

La déclaration la plus importante dans le communiqué était peut-être la suivante:

Près d'un cinquième de l'augmentation de la demande énergétique mondiale est imputable à la demande accrue de chauffage et de climatisation, alors que les températures moyennes hivernales et estivales de certaines régions se rapprochent ou dépassent les records historiques. La vague de froid a entraîné une demande de chauffage et, ce qui est encore plus important, des températures estivales plus chaudes ont entraîné une augmentation de la demande de refroidissement.

Les changements climatiques créent un cercle vicieux dans lequel ils créent des conditions climatiques extrêmes et génèrent une demande accrue d'énergie encore largement générée à l'aide de combustibles fossiles, ce qui libère davantage de gaz à effet de serre et crée un climat encore plus extrême. L'AIE affirme clairement que le monde évolue dans le sens contraire. Mais, bien entendu, le rôle de l'AIE est de faire de telles déclarations. Il ne peut contraindre aucun des gouvernements membres à faire quoi que ce soit.

Le problème n'est pas le manque d'informations ou de compréhension. Même lorsque de solides organisations multilatérales, telles que l'AIE, déclarent que nos problèmes sont terribles, nous pouvons être assurés que le message est devenu acceptable aux plus hauts niveaux du gouvernement. Non seulement nous ne réduisons pas les émissions de carbone, nous augmentons le taux de rejet de carbone dans l'atmosphère.

Un ami a récemment déclaré que toutes les «solutions» énergétiques que nous avons actuellement conspirent pour repousser le mur qui, il l'attend, attend un peu la civilisation tout en augmentant la vitesse à laquelle nous le ferons.

Un dicton répandu parmi les investisseurs est que la tendance est votre amie. Cela est probablement vrai dans un large éventail d'activités humaines. Mais dans le cas du changement climatique, la tendance n'a jamais été notre amie et elle devient de plus en plus hostile de jour en jour.

**31,2 degrés au niveau du cercle polaire en mai,
encore un record**

R.T. , Le Parisien, 15 mai 2019



Plusieurs records de chaleur ont été battus près du cercle polaire, ici en Suède. SVEN NACKSTRAND/AFP

Le cercle polaire connaît des températures remarquablement élevées pour la saison.

Chaleur polaire. C'est un oxymore, mais c'est aussi devenu une réalité ce week-end. Un pic à plus de 30 °C a ainsi été enregistré près du cercle polaire. Dans le même temps, on a appris que le taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère avait atteint son plus haut niveau dans l'histoire de l'humanité.

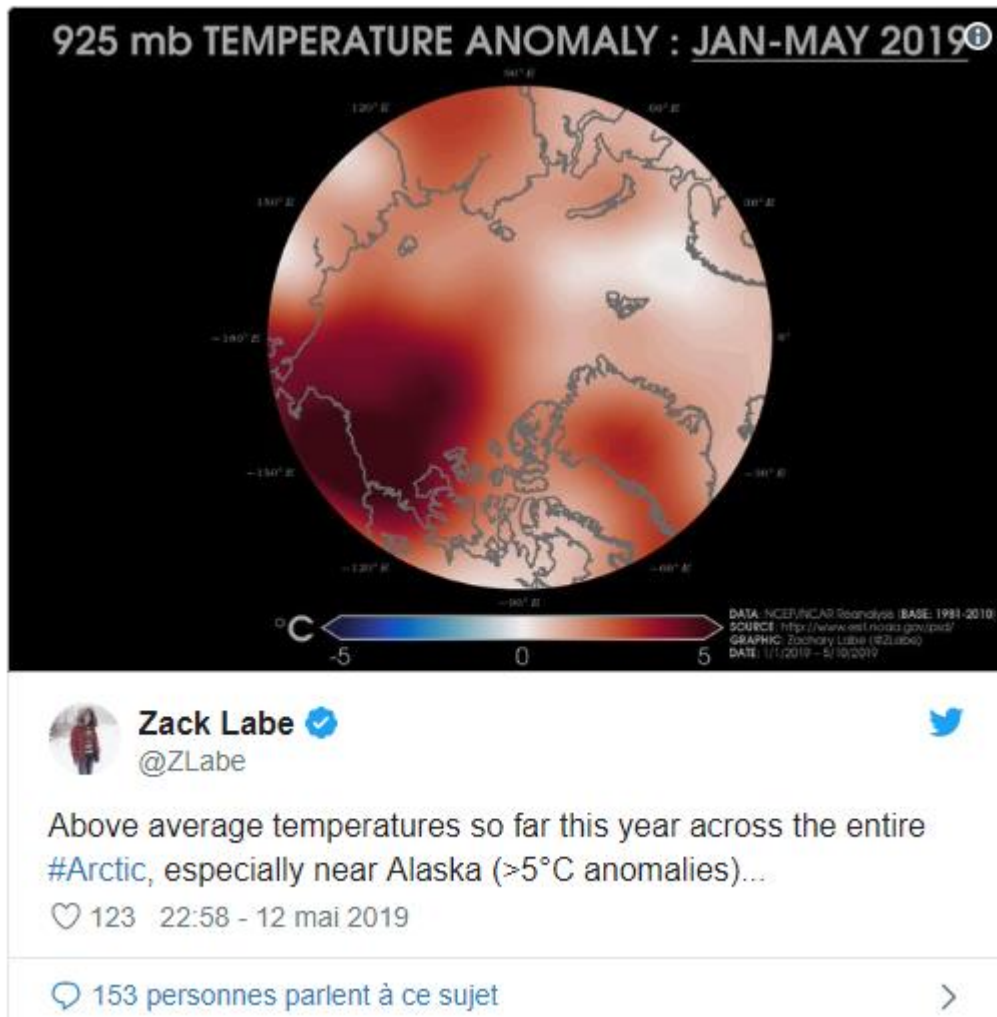
Samedi, une chaleur exceptionnellement précoce a été observée en Russie, du Kazakhstan à la mer Blanche et à l'Oural, faisant tomber des records pour une première et même deuxième décade de mai. [On a surtout relevé 31,2 °C à Koynas](#) (Oblast d'Arkhangelsk), situé à 65° N de latitude, tout près du cercle polaire. Cette ville de 350 000 habitants est située au bord de la mer Blanche, qui se jette dans la mer de Barents, dans l'océan Arctique.

Une année exceptionnellement chaude

Les conditions anormalement chaudes dans cette région proviennent d'une zone de haute pression centrée sur l'ouest de la Russie. Cette vague de chaleur particulière est issue d'une manifestation météorologique classique et des fluctuations du « courant-jet », ce long tube de vent très

fort, soufflant entre 200 et 300 km/h. Elle s'inscrit dans le cadre de ce qui a été une année exceptionnellement chaude dans l'Arctique.

Au Groenland, par exemple, la saison de fonte de la calotte glaciaire a commencé environ un mois plus tôt. En Alaska, plusieurs rivières ont vu la glace hivernale se briser à la date la plus précoce jamais enregistrée. De manière plus globale, [la banquise n'avait jamais été aussi petite](#) au mois d'avril. Enfin, les données de l'Agence météorologique japonaise montrent que le mois d'avril a été le deuxième mois le plus chaud jamais enregistré pour l'ensemble de la planète.



Tous ces événements se déroulent dans un contexte d'augmentation ininterrompue du taux de dioxyde de carbone depuis 20 ans. Ce dernier a franchi un nouveau seuil symbolique ce week-end.

La mesure de 415,26 ppm (parties par millions) de dioxyde de carbone effectuée samedi à l'observatoire Mauna Loa d'Hawaii est la plus élevée depuis au moins 800 000 ans, et probablement depuis plus de 3 millions d'années. Pour mémoire, le taux moyen de CO₂ dans l'air était de 393 ppm en 2012 et 400 ppm en avril 2014 dans tout l'hémisphère nord, soit 0,04 % de la composition de l'atmosphère. Les niveaux de dioxyde de carbone ont ainsi augmenté de près de 50 % depuis la révolution industrielle. Réchauffement climatique, dîtes-vous ?

La quatrième révolution industrielle en pratique

Tim Watkins 21 mai 2019



Parmi les ingrédients les plus comiques des différentes formes de nouvelles offres vertes proposées, la «quatrième révolution industrielle» de haute technologie occupe une place de choix. L'électrification de l'économie et le passage d'une économie manufacturière à une économie de services sont au cœur de cette vision techno-utopique. Et la clé de cela est l'installation complète d'une gamme de technologies «intelligentes», dont la plus importante est le compteur d'énergie intelligent; conçu pour permettre une régulation à distance de l'offre et de la demande en énergies renouvelables intermittentes.

Les voitures électriques que nous allons tous - théoriquement - conduire à l'avenir seront reliées au réseau de compteurs intelligents afin que leurs batteries puissent stocker de l'énergie. Les systèmes d'intelligence artificielle du réseau chargeront automatiquement les batteries de voiture en cas d'excès d'électricité, puis à distance, à distance, en cas de coupure de courant.

Outre l'objection physique à cette vision - qu'il n'y a tout simplement pas assez de cobalt pour permettre même à une fraction de ces voitures électriques d'être construites (et que les batteries sont déjà [gaspillées](#) dans des gadgets totalement inutiles) - on pourrait s'attendre à ce que les compteurs intelligents eux-mêmes être apte à l'emploi. Ils ne sont pas.

Au Royaume-Uni, un public sceptique a déjà contraint le gouvernement à revenir sur son engagement en matière de lutte contre le changement climatique: doter chaque maison du pays d'un compteur intelligent d'ici 2020 - l'objectif est désormais de proposer à chaque maison un logement intelligent. mètre d'ici la fin de l'année prochaine. Encore une fois, il s'agit d'une de ces questions où le public s'avère être beaucoup plus ancré dans la réalité que nos politiciens. Préoccupation que les compteurs intelligents puissent déconnecter les clients à distance; La crainte qu'ils soient utilisés à l'avenir pour faire monter les prix lorsque l'énergie éolienne et solaire ne peut pas répondre à la demande a déjà poussé des millions de personnes à refuser de les installer volontairement. Cependant, ces préoccupations ont peu d'incidence sur la défaillance fonctionnelle des compteurs eux-mêmes. Comme Colletta Smith à la [BBC](#) rapporté hier:

«Les clients ont signalé des problèmes à la fois avec la boîte intelligente, qui se trouve normalement avec votre boîte à fusibles, et avec l'écran interne, qui est l'unité visible de votre maison.

«Les chiffres du gouvernement montrent que jusqu'à la fin de 2018, près de 15 millions de compteurs intelligents avaient été installés. Mais ces mêmes chiffres montrent également que seulement 12,5 millions d'entre eux étaient opérationnels. Cela laisse 2,3 millions de compteurs intelligents installés mais qui ne fonctionnent pas...

«Le déploiement des compteurs intelligents, d'une valeur de 11 milliards de livres, est en réalité financé par les clients, car les entreprises énergétiques sont facturées par le gouvernement et répercutent ces coûts sur leurs factures d'énergie.

"Seuls 30% de l'objectif total de déploiement de compteurs intelligents ont été atteints, et le National Audit Office a déclaré que le chiffre de 11 milliards de livres sterling que le gouvernement travaille sous-estime le coût réel de la mise en place de compteurs intelligents."

Même selon les propres estimations du gouvernement, ces 2,3 millions de compteurs intelligents, qui se sont avérés être tout à fait autres, ont coûté aux contribuables environ 560 millions de livres; à un moment où la pauvreté énergétique augmente; lorsque de nouvelles entreprises de fourniture d'électricité font faillite en masse; et lorsque les grands fournisseurs d'énergie subventionnent [des fournitures nationales déficitaires](#) sur leurs bénéfices commerciaux.

J'ai tendance à éviter les prédictions car il est trop facile de confondre l'inévitabilité avec l'imminence. Mais s'agissant d'une quatrième révolution industrielle nécessitant des technologies - telles que des compteurs intelligents (supposés) -, elle ne peut pas être mise à l'échelle correctement dans les délais requis (et en l'absence de sources nouvelles et plus abondantes plus denses en énergie que la source d'énergie L'économie dépendant des combustibles fossiles s'est effondrée bien avant que l'avenir promis de la haute technologie n'apparaisse.

La disparition des grands espaces: croissance démographique et étalement en Amérique

Alice Friedemann Publié le 27 mai 2019 par [energyskeptic](#)



Avant que l'âge des combustibles fossiles ne commence, environ 80 à 90% des personnes cultivaient pour gagner leur vie. Puisque la fin de l'ère du pétrole va nous ramener au passé, les terres agricoles et les agriculteurs représenteront à nouveau le plus grand nombre de personnes. Il est donc alarmant de constater qu'à l'aube du pic de production mondiale de pétrole, nous perdons des terres agricoles à un rythme aussi rapide que le développement. Nous avons besoin de toutes les terres que nous pouvons obtenir - pendant la Grande Dépression, les gens avaient faim, à l'époque où nous ne disposions que du quart de la population actuelle, dont 25% sont encore agriculteurs, contrairement aux 2% actuels.

Les villes ont été construites à l'origine des meilleures terres agricoles et des meilleures ressources en eau. À mesure que les villes se développent, elles s'étendent sur ces terres agricoles de choix - en fait, c'est là que se produisent 85% de l'étalement développemental. L'Organisation des Nations Unies appelle cela l'étanchéité du sol - le revêtement permanent du sol avec des matériaux imperméables tels que l'asphalte ou des structures. Cela entraîne une perte totale de production d'aliments et de fibres dans le sol, permettant à l'eau de s'infiltrer, d'être retenue et purifiée, et augmente souvent les inondations, la capacité du sol à retenir l'eau, la perte de capacité d'épuration, la perte de séquestration de carbone, l'augmentation de la chaleur urbaine, la perte de végétation et moins de biodiversité (FAO 2015).

Entre 1945 et 1975, suffisamment de fermes ont disparu sous le béton pour paver le Nebraska (Montgomery 2007), soit environ 49,5 millions d'acres (77 350 milles carrés).

Entre 1982 et 2010, les États-Unis ont perdu 41,4 millions d'acres, soit 14% de leurs terres cultivées. Cela équivaut à 65 000 milles carrés, une superficie aussi grande que le Maine, le New Hampshire, le Vermont, le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode Island, le Delaware, l'État de New York et la Pennsylvanie.

Plus du tiers de toutes les terres aménagées ont eu lieu au cours des 25 dernières années. Si nous continuons à paver les terres cultivées à ce rythme, tout aura disparu dans 200 ans.

Il est difficile d'imaginer cette fin sans déclin énergétique. Aux États-Unis, la population a augmenté de 18,4 millions de personnes de 2010 à 2018 (10 700 000 naissances, 7 700 000 migrations légales). Donc, sans compter l'immigration clandestine, chaque année, 2,3 millions de personnes supplémentaires doivent être nourries, logées, approvisionnées en eau potable, avoir un réseau d'égouts, des routes, des magasins et bien plus encore.

Cela équivaut à construire un nouveau Houston chaque année à partir de rien. Ou un nouveau Miami, St. Louis, Pittsburgh, Cincinnati, Cleveland, et Atlanta. Chaque année. À ce taux de croissance démographique, il y aura 184 millions d'habitants de plus aux États-Unis d'ici 2100, soit près du double du nombre d'habitants des 311 plus grandes villes des États-Unis (USC 2018, Wikipedia 2017).

Non seulement le sol est pavé, mais il se dégrade. Le Midwest a perdu plus de la moitié de sa couche arable en seulement 100 ans à cause de l'exploitation intensive des sols agricoles et industriels. À l'échelle mondiale, plus de 75% des terres de la planète sont considérablement dégradées, touchant 3,2 milliards de personnes. Aux taux actuels, 95% des terres de la Terre pourraient être dégradées d'ici 2050, obligeant des millions de personnes à migrer en raison de l'échec de la production alimentaire (Leahy 2018).

Dans l'état actuel des choses, il n'y a pas assez de terres pour cultiver plus d'une fraction des biocarburants nécessaires pour remplacer le diesel, et avec la disparition progressive des terres du développement et la perte de la terre arable, c'est un espoir vide d'avenir.

«Vanishing open spaces» de Kolankiewicz compte aussi 170 pages. Je n'ai donc pas commencé à tout couvrir. Si vous souhaitez en savoir plus ou si vous souhaitez savoir où se situe votre ville dans les tableaux, vous voudrez peut-être approfondir cette question.

Kolankiewicz, L. et al. 2014. [La croissance et l'étalement de la population dans les espaces ouverts disparaissent en Amérique](#) . Numéros USA.

La destruction massive des espaces ouverts des États-Unis s'est poursuivie au cours de la première décennie de ce nouveau siècle. En seulement huit ans, de 2002 à 2010, plus de 8,3 millions d'acres (environ 13 000 miles carrés) de terres agricoles et d'habitats naturels ont succombé sous la lame du bulldozer. C'est une zone plus vaste que l'ensemble de l'État du Maryland - défrichée, grattée, remplie, pavée et construite - en moins d'une décennie .

Cette mise à jour de nos précédentes études sur l'étalement urbain à la fin du XXe siècle repose sur les dernières enquêtes minutieuses réalisées par des agences gouvernementales. Ils ont observé comment, depuis le début du XXIe siècle, **la population de l'Amérique grandit de dizaines de millions de personnes supplémentaires et s'étend sur de vastes étendues de forêts, de zones humides, de champs et de pâturages. Ce sont les espaces ouverts dont dépendent les habitants du pays pour se nourrir, se nourrir de fibres et nourrir leur esprit, et auxquels les habitants non-humains s'accrochent souvent de manière ténue pour la vie .**

Cette étude a révélé qu'environ 70% des pertes enregistrées autour des zones urbanisées au cours de la dernière décennie étaient liées à la tendance persistante du pays à une forte croissance démographique . Pourtant, rien n'indique que le pays soit prêt à changer radicalement cette tendance de la population - ou même à en débattre longuement - bien que la destruction de l'espace ouvert qu'elle engendre ne soit pas durable à long terme.

Données d'étalement et analyse pour chaque ville (2000-2010) Les résidents des 497 zones urbanisées désignées par le US Bureau of Census peuvent trouver dans ce rapport des réponses aux questions suivantes sur votre ville de résidence au cours de la dernière décennie:

TOTAL SPRAWL: Combien de kilomètres carrés de terres agricoles et d'habitats naturels ont été détruits par l'extension de votre ville? Où se situe-t-il parmi toutes les autres villes en termes de perte d'espace libre?

Environ 85% de toutes les destructions de terres agricoles et d'habitats naturels dans l'ensemble du pays ont eu lieu aux abords des 497 zones urbanisées essentiellement tentaculaires. Et le reste des pertes est dû en grande partie à la demande des résidents urbains en résidences secondaires rurales, en développement des loisirs en milieu rural et en transport en milieu rural .

Bon nombre de nos constatations sur la relation entre la croissance démographique et l'étalement urbain peuvent paraître sans surprise et de bon sens. Nous convenons que, par exemple, il est logique que les villes où la croissance démographique soit la plus forte aient tendance à connaître l'étalement le plus étendu. Mais la nécessité de cette étude réside dans le fait que peu de journalistes ou d'organisations qui s'inquiètent de la perte de terres agricoles et d'habitats naturels considèrent la croissance démographique comme un facteur majeur, voire même un facteur à modifier.

L'augmentation de 3,8% de la consommation de terres par habitant au cours de la décennie 2000-2010 se compare à l'augmentation de 11,5% de la population (voir la figure ES-2). Ce ralentissement de la croissance de la consommation semble résulter d'une combinaison de facteurs, notamment des efforts de croissance intelligente, des prix de l'essence plus élevés, des contraintes fiscales et budgétaires (limitant la construction de nouvelles routes, par exemple), de diverses modifications des facteurs par habitant énumérés précédemment. et l'effondrement de l'hypothèque liée à la récession.

Les résultats cumulatifs de l'étalement urbain s'empilent pour une ferme et une forêt. Les terres cultivées du pays offrent un exemple effrayant de ce que ces tendances entraîneront si des changements spectaculaires ne sont pas opérés. En 1980, nous avions en moyenne 1,9 acres de terres cultivées pour chaque Américain. Mais 90 millions de personnes supplémentaires ont été ajoutées au pays depuis lors. Non seulement il y a beaucoup plus de personnes qui partagent les terres cultivées, mais il y a beaucoup moins de terres cultivables à partager en raison de la façon dont les villes se sont étendues pour accueillir la population supplémentaire. En 2010, la quantité moyenne de terres cultivées par Américain était passée de 1,9 à 1,2 acres. Si cette tendance devait se poursuivre, il n'y aurait plus que 0,7 acre de terres cultivées par américain en 2050 et seulement 0,3 acre en 2100. Cela semble insondable, mais c'est la trajectoire suivie par le pays.

De 1982 à 2010, une superficie de 41,4 millions d'acres (environ 65 000 milles carrés) - une superficie équivalente à celle de l'État de Floride - a été recouverte de terres rurales non fédérales auparavant non aménagées pour accueillir nos villes en croissance .

Sur ces 41 millions d'acres d'espaces ouverts perdus, plus de 17 millions d'acres étaient des terres forestières, 11 millions d'acres de terres cultivées et 12 millions d'acres de pâturages et de pâturages .

Comme le Service de la conservation des ressources naturelles du département de l'Agriculture des États-Unis l'a indiqué dans son rapport de synthèse de 2007 qui analysait le quart de siècle 1982-2007: années, entraînant une réduction des terres agricoles, des pâturages et des terres forestières. La perte de terres agricoles de premier choix, qui peuvent consister en des terres d'agriculture ou des terres forestières, est particulièrement préoccupante en raison de ses effets potentiels sur la production végétale et la faune.

La NRCS a également observé que «plus du tiers de toutes les terres qui ont jamais été aménagées dans les 48 États inférieurs ont été aménagées au cours du dernier quart de siècle .

La superficie totale des terres aménagées est passée de 71,9 millions d'acres en 1982 à 113,3 millions d'acres en 2010. Cette dernière superficie est à peu près équivalente à celle de l'ensemble des États du Maine, du New Hampshire, du Vermont. Massachusetts, Connecticut, Rhode Island, Delaware, New York et Pennsylvanie. Toutes ces terres ont été aménagées à partir de terres agricoles ou d'habitats naturels.

Depuis que le NRCS a commencé son inventaire des ressources nationales (NRI) en 1982, ses données révèlent que chaque nouvelle personne ajoutée à la population des États-Unis entraîne l'élimination en moyenne d'environ un demi-acre de terres agricoles ou d'habitat naturel.

Selon le World Wildlife Fund, la perte d'habitat constitue la plus grande menace pour les espèces menacées. Les États-Unis abritent plus de 1 000 espèces d'animaux et de plantes en voie de disparition ou menacées qui subissent un préjudice grave en raison d'un développement de plus en plus envahissant.

Le type de terrain le plus développé au cours de chaque période était celui des forêts . Les terres forestières sont, bien sûr, des habitats fauniques. Plus généralement, il s'agit d'un type de «capital naturel» qui fournit toute une gamme de services écologiques et d'avantages socioéconomiques, notamment **la régulation du climat, la protection des bassins versants, la conservation des sols, la prévention des inondations, la modération des débits, les produits ligneux, des qualités esthétiques, un aimant pour les loisirs de plein air tels que la chasse, la pêche, la randonnée, l'observation de la faune et la photographie .** [ET IL GARDE TOPSOIL DE SE LAVER]

Un sondage national d'opinion réalisé dans le cadre de cette étude révèle que les Américains sont préoccupés par le sujet de l'étalement urbain, largement absent de l'actualité depuis plusieurs années déjà,

Nous avons chargé Pulse Opinion Research d'enquêter sur les attitudes des électeurs américains probables. Le sondage complet et les résultats peuvent être consultés à l'annexe K. Principales conclusions: 92% estiment qu'il est important (71% «très important») de protéger les terres agricoles du • développement pour garantir la capacité de nourrir la population américaine à l'avenir. • Les Américains pensent qu'il est contraire à l'éthique de paver de bonnes terres cultivées plutôt que d'être légitimes pour fournir un logement à une population croissante.

Il aborde également les moyens par lesquels les autorités locales tentant de protéger les espaces ouverts environnants peuvent ralentir la croissance de la population locale, notamment en obligeant les promoteurs à supporter l'intégralité des coûts de la croissance de la population qu'ils attirent (redevances d'aménagement ou d'impact).

Les responsables locaux favorables au contrôle de la croissance ne peuvent espérer que ralentir la croissance de la population dans leurs juridictions si la population nationale continue d'augmenter de 2,5 à 3 millions de résidents supplémentaires chaque année. **Ces 25 à 30 millions d'Américains supplémentaires chaque décennie s'instaureront presque tous dans certaines communautés, ce qui entraînera inévitablement un étalement supplémentaire aussi loin et aussi longtemps que possible .**

Presque toute la croissance démographique à long terme aux États-Unis est entre les mains des décideurs fédéraux, parce que presque toute la croissance démographique à long terme est liée aux politiques d'immigration fédérales qui ont augmenté le nombre d'établissements d'immigration annuels d'un quart de million dans les années 1950 et plus de un million par an depuis 1990 . Tant que les meilleurs plans locaux et l'engagement politique ne seront pas en mesure de mettre un terme à l'étalement urbain, les meilleurs plans locaux et l'engagement politique n'auront pas été abordés.. Toute tentative sérieuse visant à mettre fin à la perte de terres agricoles et d'habitats fauniques doit inclure la réduction du volume de la croissance démographique américaine. Et une commission présidentielle sur la durabilité a conclu que la population américaine ne peut être stabilisée sans de profondes réductions de l'immigration légale annuelle et un contrôle plus efficace de l'immigration illégale.

Selon l'enquête nationale de cette étude (annexe K), cela semble être une option populaire parmi la plupart des Américains: • 68% des électeurs potentiels ont déclaré que le gouvernement devrait «réduire l'immigration pour ralentir la croissance démographique». • Compte tenu des préoccupations liées à l'étalement urbain , 40% des répondants ont déclaré qu'ils souhaiteraient que l'immigration annuelle soit réduite d'un million par an à 100 000 ou à zéro par an. (63% ont déclaré réduire l'immigration au moins de moitié, à 500 000 par an.)

Bien qu'il existe plus d'une façon de définir l'étalement urbain, nos études considèrent qu'il s'agit de la conversion d'espaces ouverts comme des terres agricoles et des habitats naturels en terres développées,

dotées de structures et de surfaces artificielles construites par l'homme, aux abords des zones urbaines en expansion ou ailleurs.

1.1 Toujours un problème après toutes ces années (et les Américains toujours préoccupés) Lorsque la première édition de cette étude a été publiée en 2001, l'étalement urbain était un sujet brûlant pour de nombreuses organisations environnementales et le grand public inquiet des impacts de pays rural qui disparaît progressivement.¹ Treize ans plus tard, l'étalement urbain continue de dévorer de précieuses terres agricoles et forestières, mais les groupes environnementaux nationaux ont dans l'ensemble tourné leur attention vers les problèmes mondiaux et se sont éloignés de la perte d'habitat et d'espaces ouverts en raison de la non-durabilité. croissance des villes.

Le tableau 1 répertorie les 10 zones urbanisées ayant éliminé le plus de terres rurales au cours de la dernière décennie (2000-2010). En nettoyant, en grattant, en pavant et en construisant sur des milliers de kilomètres carrés de forêts, de terres humides, de terres cultivées, de prairies, de pâturages, de pâturages, de déserts et de champs, les États-Unis ont vraiment mérité la distinction douteuse en tant que «Top Sprawlers» du pays. Et ce n'est sûrement pas une coïncidence si quatre des dix plus grands essayeurs se trouvent au Texas, l'État qui a connu la plus forte croissance (en ajoutant le plus grand nombre de personnes) par rapport à tout autre État du pays entre 2000 et 2010 - 4,2 millions contre 3,2 millions en Californie. et 2,8 millions de la Floride.

En 2002, plus de 1,5 million d'immigrés légaux et illégaux qui s'établissaient chaque année dans le pays, ainsi que 750 000 naissances annuelles d'immigrés, ont représenté 87% de l'augmentation annuelle de la population américaine.

Contrairement aux idées reçues, environ la moitié des immigrants du pays vivaient dans les banlieues du pays. L'attraction des banlieues est encore plus grande à la deuxième génération. Parmi les enfants d'immigrés qui se sont installés et ont acheté une maison, seuls 24% l'ont fait dans les villes centrales du pays. La banlieue des immigrants et de leurs enfants était un signe d'intégration bien-venu. Mais cela signifiait également qu'ils contribuaient à l'étalement, tout comme les autres Américains.

«En bref», a conclu l'étude de 2003, «les efforts de croissance intelligente visant à ralentir ou à arrêter l'augmentation de l'utilisation des terres par habitant sont réduits à néant par la croissance démographique. En effet, la croissance démographique impulsée par l'immigration est en train de «déjouer» les initiatives de croissance intelligente en forçant la destruction continue des terres rurales.

L'étalement américain est plus qu'un problème domestique. Cela a aussi des implications globales. La disparition incessante et accélérée d'habitats naturels dominés par des communautés de plantes et d'animaux sauvages, remplacés par des habitats artificiels biologiquement appauvris dominés par des structures et des communautés humaines, contribue de manière cumulative à ce qui pourrait devenir un «changement d'état» ou un «point de basculement» dans la biosphère terrestre.

Cela constituerait une transition incontrôlable et rapide vers une condition moins souhaitable dans laquelle la capacité de la biosphère de nous maintenir, ainsi que celle d'autres espèces, serait gravement compromise. Un article de 2012 paru dans la prestigieuse revue scientifique britannique *Nature* examine les preuves suivantes: «... de telles transitions critiques à l'échelle planétaire ont déjà eu lieu dans la biosphère, même si elles sont rares, et que les humains sont en train d'imposer une autre transition de ce type, avec le potentiel de transformer rapidement la Terre et irréversiblement dans un état inconnu dans l'expérience humaine.

1.4 Incidences sur la sécurité nationale de la perte de terres agricoles

Le développement n'est pas le seul facteur responsable de la dégradation et de la disparition de terres agricoles de grande qualité. Les terres arables sont également vulnérables à d'autres forces naturelles et anthropiques telles que l'érosion des sols par le vent et l'eau, la salinisation et l'engorgement de l'irrigation, qui peuvent compromettre la fertilité, la productivité et la profondeur des sols, voire même leur retrait prématuré des terres. agriculture. Nombre de ces effets néfastes sont dus à la surexploitation par des pratiques agricoles intensives nécessaires pour augmenter constamment la productivité agricole (rendement par acre).

Ainsi, la puissante combinaison d'un développement implacable et de la dégradation des sols due à l'érosion des sols et à d'autres facteurs réduit les terres agricoles productives des États-Unis, alors même que les exigences imposées à ces mêmes terres par une population croissante augmentent.

Selon la NRI, la superficie des terres cultivées aux États-Unis est passée de 420 millions d'acres en 1982 à 361 millions d'acres en 2010, soit une diminution de près de 60 millions d'acres (14%) en seulement 28 ans (figure 5). Une partie de ces terres cultivées (au total, 27 millions d'acres en 2010) ont été interdites à l'agriculture active avec l'aide et les subventions du gouvernement fédéral et ont été placées dans le Programme de réserves de conservation (CRP), mais il s'agit généralement de sites marginaux ou fragiles sur lesquels la culture n'est pas considérée. être durable dans unny case. Even with the federal ethanol mandate and strong financial incentives over much of the last decade to grow corn in order to produce ethanol as fuel for vehicles, the amount of cropland dropped by seven million acres in the eight years between 2002 and 2010, increasing slightly between 2007 and 2010.⁸ The land uses into which cropland was converted are depicted in Figure 6. Cropland Converted to other Land Uses from 2007 to 2010

Si le même taux de conversion et de perte de terres cultivées qui prévalait de 1982 à 2010 devait se poursuivre jusqu'en 2100, les États-Unis auront perdu 193 millions d'acres supplémentaires sur leurs 361 millions d'acres restants de terres cultivées, pour une perte totale cumulée de 253 millions d'acres. Il ne resterait alors que 168 millions d'acres - environ 40% du lot initial - et aucune de ces superficies ne serait en parfait état après deux siècles d'exploitation intensive. Ses sols et ses éléments nutritifs, bien que peut-être pas épuisés, nécessiteraient des apports encore plus importants d'engrais coûteux. Deux des engrais les plus cruciaux - le nitrate d'ammonium, produit à partir de gaz naturel, et le phosphore, produit à partir de mines de phosphate - pourraient coûter beaucoup plus cher, peut-être même de façon prohibitive, à 2100, mais actuellement, en raison de l'épuisement inexorable des réserves de la plus haute qualité de ces ressources non renouvelables.

Toutefois, il est peu probable que ce scénario catastrophique se concrétise, même si les États-Unis continuent de rejeter la stabilisation de la population en tant que ligne de conduite acceptable ou d'adopter des mesures de protection des terres agricoles plus agressives. En effet, la hausse de la demande et des prix des denrées alimentaires augmenterait la valeur des terres conservées en tant que terres cultivées par rapport aux terres développées, et parce que la conversion d'autres types de terres en terres cultivées, y compris les pâturages, les terres boisées et d'autres zones naturelles se produire (figure 8). Cela s'est effectivement produit de 2007 à 2010, période au cours de laquelle la superficie en terres cultivées a augmenté de 1,9 million d'acres; La plupart de ces terres étaient des terres du CRP rappelées à la production parce que les prix élevés des produits agricoles encourageaient les agriculteurs à les planter. Encore une fois, dans un monde idéal, Les terres CRP érosives ou sensibles ne devraient pas être cultivées et seraient mieux conservées comme habitat faunique; c'est pourquoi le programme volontaire de réserves de conservation a été mis en place dans les années 1980.

En outre, la diminution de 1982 à 2010 de la superficie des sols de la plus haute qualité classés dans les terres agricoles de premier choix, qui représentent seulement 23% (soit 316 millions d'acres) des terres rurales non fédérales, n'était «que» de 13 millions d'acres, diminution de près de 60 millions d'acres de terres cultivées. NRCS déclare que «la majeure partie de cette perte est due au développement.

Comme le montre la figure 9, toutes les terres désignées comme terres agricoles principales ne sont pas cultivées; en effet, seulement 64% de celle-ci est constituée de terres cultivées; le reste appartient à d'autres types d'utilisation du sol ou de couverture non développés.

Figure 9. Prime Farmland par type en 2010

Des tendances inquiétantes et divergentes (augmentation de la population, diminution des terres arables, détournement des ressources en eau nécessaires pour l'agriculture irriguée vers les populations urbaines et une agriculture moderne et mécanisée fortement dépendante de combustibles fossiles limités à tous les stades) ont amené certains scientifiques à conclure qu'un jour au cours de ce siècle, les États-Unis pourraient ne plus être un exportateur net de produits alimentaires⁹. Les produits alimentaires cultivés dans ce pays seraient nécessaires à la consommation intérieure. Vers le milieu du siècle, le ratio de terres arables par habitant a peut-être diminué au point que «le régime alimentaire de l'américain moyen comprendra nécessairement plus de céréales, de légumineuses, de tubercules, de fruits et de légumes et beaucoup moins de produits d'origine animale. "10 Bien que cela puisse en fait constituer un régime alimentaire plus sain,

Préserver les terres agricoles et maintenir leur fertilité est plus qu'une question de production d'un approvisionnement suffisant en nourriture et d'engendrer un régime alimentaire sain pour les Américains, c'est une question de sécurité nationale. Selon Brig. Le général (à la retraite) WE King, Ph.D., PE, doyen des universitaires, Commandement de l'armée américaine et Collège d'état-major à Fort Leavenworth (Kansas), sans environnement durable et sans ressources qui répondent aux besoins humains fondamentaux, instabilité et insécurité l'ordre du jour.

Comme le soulignait Norman Meyers, professeur d'écologie à Oxford, dans un article désormais classique de 1986: «... la sécurité nationale ne consiste pas uniquement en forces de combat et en armement. Cela concerne les bassins versants, les terres cultivées, les forêts, les ressources génétiques, le climat et d'autres facteurs qui ne figurent que rarement dans l'esprit des experts militaires et des dirigeants politiques... »

L'un des effets durables de la crise mondiale des prix des produits alimentaires de 2007 à 2008 sur le système alimentaire mondial a été l'accélération de l'acquisition de terres agricoles dans les pays les plus pauvres par des pays plus riches qui cherchent à assurer leur approvisionnement alimentaire. En 2009, les gouvernements et les investisseurs étrangers avaient déjà acheté plus de 50 millions d'acres de terres agricoles - une superficie de la taille du Nebraska - en Afrique et en Amérique latine.

Enfin, l'agriculture américaine et les industries alimentaires connexes apportent chaque année près de 1 billion de dollars à notre économie nationale. Ils représentent plus de 13% du PIB et emploient 17% de la population active.

Entre 2000 et 2010, la population urbaine du pays a augmenté de 12,1%, par rapport à une croissance totale de la population américaine de 9,7% au cours de la même période. En d'autres termes, les zones urbaines des États-Unis ont crû plus rapidement que le pays dans son ensemble, poursuivant ainsi une tendance démographique - un déplacement relatif ou une migration de la population des zones rurales

vers les zones urbaines - en cours depuis plus d'un siècle. Cette tendance est évidente dans le monde entier.

La catégorie de terrains aménagés de NRI diffère de celle utilisée par d'autres entités de collecte de données fédérales. Tandis que d'autres études et inventaires mettent l'accent sur les caractéristiques des populations humaines (recensement de la population, par exemple) et des logements (par exemple, American Housing Survey), l'objectif du NRI est d'identifier les terres qui ont été définitivement éliminées des terres rurales. La catégorie NRI Developed Land comprend: (a) de vastes étendues de terrains urbains et bâtis; (b) de petites parcelles de terrains construits de moins de 10 acres; et (c) des terres situées à l'extérieur de ces zones construites qui se trouvent dans un couloir de transport rural (routes, routes inter-États, voies ferrées et emprises associées).

La croissance démographique d'une zone urbaine est aujourd'hui beaucoup plus susceptible de résulter du fait d'attirer des résidents d'ailleurs. Les gouvernements locaux et des États peuvent créer et encourager de nombreuses mesures incitant les personnes à s'installer dans une ville. Celles-ci incluent des campagnes agressives pour convaincre les industries de changer d'emploi, des subventions publiques pour l'infrastructure qui soutient les entreprises, l'extension des canalisations d'eau et des canalisations d'égout dans de nouvelles zones, de nouveaux logements et des nouveaux résidents, et des relations publiques en général qui renforcent l'attractivité d'une ville à des étrangers. Même sans le vouloir, une ville peut attirer de nouveaux résidents simplement en maintenant des commodités et une qualité de vie élevée, en particulier si la population du pays augmente considérablement, comme cela continue d'être le cas aujourd'hui.

Même les meilleures stratégies de croissance intelligente, de nouvel urbanisme et de LEED43 n'ont été en mesure d'établir que la densité de population. Tant que la population augmentera encore, la superficie occupée par nos villes continuera presque certainement à augmenter.

John Holdren, assistant du président pour la science et la technologie et directeur du Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche depuis 2009, a développé et appliqué cette méthodologie dans un document scientifique évaluant l'ampleur de l'augmentation de la consommation d'énergie aux États-Unis. au cours des dernières décennies était due à la croissance démographique et à la hausse de la consommation d'énergie par habitant.

Compte tenu de cette répartition ou de cette ventilation, les opposants à l'étalement urbain dans la plus vaste zone urbanisée du pays, par exemple, peuvent savoir que la quasi-totalité de leur problème est l'incapacité de stabiliser la population d'Atlanta. En revanche, l'incapacité de stabiliser l'utilisation des terres par habitant dans la région représente une partie relativement limitée du problème (15%).

% de l'étalement total lié à la croissance de la consommation de terres par habitant

La figure 17 illustre les résultats de l'application de la méthode de Holdren à l'ensemble de la population et à la superficie des 96 plus grandes zones urbanisées (correspondant aux 100 plus grandes UA du tracé de l'AC de 1990 et de nos études antérieures de 2001 et 2003). Sur une superficie totale de 57 055 milles carrés, 30,5% des terres rurales perdues étaient liées à la croissance de la consommation de terres par habitant par les habitants de ces villes. En revanche, 69,5% des terres rurales perdues, soit plus des deux tiers, étaient liées au fait que 17 millions de personnes supplémentaires vivaient dans les mêmes villes, y étaient nées ou étaient nées. Il convient de noter que de 1970 à 1990, pour ces mêmes UA, la croissance démographique représentait environ la moitié de l'étalement global et l'étalement par

habitant l'autre moitié. En revanche, pour la période 2000-2010 la plus récente, la croissance démographique est clairement devenue le facteur dominant, représentant environ sept acres sur dix convertis de terres rurales en terres urbaines.

La figure 18 nous montre que sur les 8 844 435 acres de terres rurales perdues entre 2000 et 2010, 73%, soit environ 6 450 000 acres, ont été perdus en raison de la croissance démographique. Seuls 27%, soit environ 2 000 000 d'acres, ont été perdus en raison de l'augmentation de la consommation de terres par habitant entre 2000 et 2010.

Conclusions Il existe une large corrélation entre la taille de la population et l'étalement: généralement, plus la population d'une ville ou d'un État est grande, plus la superficie de terre sur laquelle elle s'étale sera grande.

La pente positive (inclinée vers la droite) de la ligne la mieux ajustée signifie que, à mesure que la population d'un État augmente, la superficie de terrains aménagés et aménagés augmente également. Cela démolit la notion fantaisiste interprétée par certains qu'il n'y a pas de lien entre la taille de la population ou les taux de croissance et l'impact sur l'environnement.

Bien que le rythme de l'étalement urbain ait atteint son point culminant à la fin des années 90 et au début des années 2000, et tout aussi récemment à la fin des années 2000, il est vraisemblable qu'il se poursuit à un rythme qui dépasse même celui des années 80 et du début des années 90.

À ce rythme, l'étalement urbain continuerait de convertir 15 millions d'acres supplémentaires (23 000 milles carrés) de terres agricoles et d'habitats fauniques en terres bâties tous les dix ans. D'ici 2050, 60 millions d'acres de terres rurales auront été goudronnées ou recouvertes de subdivisions, de parcs de bureaux et de bandes commerciales, au détriment de notre potentiel agricole, de notre habitat pour la faune, de la qualité de vie et de la qualité environnementale générale.

Les efforts de croissance intelligente, la hausse des prix de l'essence, les contraintes fiscales et budgétaires (limitant la construction de nouvelles routes, par exemple) et l'effondrement des prêts hypothécaires induisant une récession pourraient avoir tous contribué à ralentir le rythme de l'étalement vers la fin de la première décennie du siècle. La mesure dans laquelle l'un ou l'autre de ces facteurs imprévus et de nombreux autres facteurs imprévus peut influencer sur le taux d'étalement au cours des prochaines décennies est inconnue et imprévisible.

En Occident, la rareté de l'eau risque également de limiter le développement à grande échelle et sans fin.

la croissance démographique au cours de la décennie écoulée (2000-2010) représentait environ 70 à 90% de l'étalement urbain; la baisse de densité ou l'augmentation de la consommation de terre par habitant représentaient environ 10-30%.

Un objectif central de Smart Growth est de préserver les espaces ouverts, les terres agricoles, la beauté naturelle et les zones environnementales critiques en empêchant le déclin de la densité. Ainsi, les lieux où la densité de population augmente doivent être salués comme des réussites. Entre 2000 et 2010, il y avait 192 zones urbaines (39% de toutes les UA) dont la densité restait identique ou augmentait - autrement dit, leur consommation de terres par habitant restait constante ou diminuait. Cependant, beaucoup de ces villes ont encore connu une expansion significative, quelques milliers de kilomètres carrés au total entre 2000 et 2010.

Aucune ville n'est plus représentative de ce phénomène que Portland, dans l'Oregon. Bien que louée pour sa limite de croissance urbaine (UGB), son infrastructure de train léger et ses aménagements polyvalents à haute densité, même celle de Portland UA s'étend toujours sur une distance supplémentaire de 50,4 miles carrés. L'ajout de 266 760 personnes au cours de la décennie a largement suffi à éliminer la densité de population accrue et à faire gonfler la ville de 11% supplémentaires.

Salem, Oregon, whose urbanized area population grew by 14% from 2000 to 2010, and which has quickly become the second largest city in Oregon. The population grew by over 300,000 people, causing the Raleigh Urbanized Area to become more densely populated. But despite Raleigh's drop in per capita acreage, its 63% increase in population caused it to sprawl out over 198.5 square miles in these 10 years. The drop in per capita land consumption can be explained by the efforts of city planners to tame sprawl by directing development toward certain centers within the Urbanized Area. These were not enough to prevent the construction of new suburban neighborhoods, the development of retail centers, and the creation of roads and highways to connect these sprawl products.

Le déclin de l'industrie sidérurgique a laissé certaines parties de la ville abandonnées en tant que «friches industrielles», poussant les résidents à s'installer dans les banlieues.

Conformément à la logique des conclusions de cette étude, il n'est pas difficile de conclure que même les politiques les plus agressives et les mieux intentionnées, qui favorisent une croissance plus intelligente, un meilleur urbanisme et des densités résidentielles plus élevées, ne peuvent échapper aux immenses pressions démographiques auxquelles font face de nombreuses communautés autour de notre pays en croissance rapide. .

Il semble que même les politiques de planification urbaine les mieux intentionnées et les mieux acceptées sur le plan politique ne soient en mesure de ralentir et non d'arrêter l'étalement urbain. En utilisant cette approche, un lopin d'espace ouvert situé au-delà de la périphérie d'une ville typique en expansion rapide tomberait dans dix à sept ans au lieu de s'étendre, mais ce n'était pas le cas. Sous la seule croissance intelligente, les frontières des villes ne cesseront jamais de dévorer la campagne.

En termes simples, les résultats de cette étude indiquent que la croissance de la population a plus de deux fois l'impact sur l'étalement, de même que tous les autres facteurs combinés. Négliger les facteurs démographiques dans la lutte contre l'étalement serait ignorer plus des deux tiers du problème.

Influence locale sur l'étalement urbain

Local policy makers truly trying to curb sprawl in our cities have a number of policy actions to pursue. While most local officials see population growth as an indicator of the vibrancy and vitality of their respective communities, there is little evidence to suggest that unfettered population growth is any of those things. Well-known sprawl critic and urban planner Eben Fodor challenged this very notion in his 2010 study "Relationship between Growth and Prosperity in 100 Largest U.S. Metropolitan Areas."

Fodor's study found that rapidly expanding metropolitan areas did not hold up well in terms of standard economic indicators such as unemployment, per capita income, and poverty rates in comparison with slower growing metropolitan areas. Yet, despite this, local officials and city planners continue to offer subsidies and tax breaks to attract new residents, investment and development. Many times these subsidies are born unfairly by existing residents, who see their property taxes rise and are stuck with the bill to pay for sprawling highways, new schools, water and waste water treatment, and energy grids farther from the urban core.

L'étalement urbain dans la ceinture de soleil, et en particulier dans le sud-ouest du pays, est particulièrement préoccupant en raison du climat chaud et désertique de beaucoup de ces villes. Les

métropoles du Sud-Ouest, telles que Phoenix, comptent parmi les villes les plus énergivores et leur croissance ajoute une pression supplémentaire sur des ressources en eau déjà limitées . Pour que les villes s'attaquent correctement à l'étalement urbain, il faut supprimer les subventions des contribuables et supporter les coûts réels du développement à ceux qui aménagent les terrains. En outre, comme le suggère Edward Glaeser, économiste à Harvard, les coûts sociaux réels d'activités telles que la conduite doivent être pris en charge.

Influence nationale sur la croissance démographique

Au-delà du court terme, les responsables locaux favorables au contrôle de la croissance ne peuvent espérer ralentir la croissance de la population de leurs juridictions que si la population nationale continue d'augmenter de 2,5 à 3 millions de résidents supplémentaires chaque année. Ces 25 à 30 millions d'Américains supplémentaires chaque décennie s'instaureront presque tous dans certaines communautés, ce qui entraînera inévitablement un étalement supplémentaire aussi loin et aussi longtemps que possible.

En substance, il n'existe que trois sources de croissance démographique nationale: la fécondité autochtone (associée à une espérance de vie en augmentation lente), l'immigration et la fécondité des immigrants. Nous connaissons les éléments suivants concernant leur contribution à la croissance à long terme:

- Fécondité autochtone: à 1,9 naissance par femme, il reste inférieur au niveau de remplacement de 2,1 et ne constitue pas une source de croissance démographique à long terme aux États-Unis depuis 1971.
- Immigration: l'unique source de croissance démographique à long terme aux États-Unis est l'immigration, due à la fois aux nouveaux immigrants (environ quatre fois plus élevés que le «niveau de remplacement» où l'immigration est égale à l'émigration) et à la fécondité des immigrants qui, malgré les baisses pendant la récession est resté bien au-dessus du niveau de remplacement.

Ainsi, la croissance démographique à long terme aux États-Unis est entre les mains des décideurs fédéraux. Ce sont eux qui ont fait passer le nombre annuel d'immigrés d'un quart de million dans les années 50 et 60 à plus d'un million depuis 1990. Jusqu'à ce que le niveau numérique de l'immigration nationale soit pris en compte, même les meilleurs plans locaux et l'engagement politique resteront impuissants. étalement. Tous les efforts sérieux pour mettre fin à la perte d'habitat agricole et faunique doivent inclure la réduction du volume de la croissance démographique, ce qui implique de réduire le nombre d'immigrants entrant dans le pays chaque année.

Un niveau d'immigration beaucoup plus durable serait les quelque 500 000 personnes par an recommandées en 1995 par la commission américaine bipartite sur la réforme de l'immigration, créée par le président Clinton et présidée par l'ancienne parlementaire Barbara Jordan.

Ce niveau d'immigration inférieur, d'environ 500 000 personnes par an, conduirait à un étalement beaucoup moins important que les niveaux actuels, dépassant le million par an. Toutefois, à moins que les Américains ne décident de ramener leur taux de natalité à un niveau bien inférieur au niveau de remplacement, les 500 000 personnes par an continueront de générer une croissance démographique considérable et un étalement indéfini.

C'est pourquoi une autre commission fédérale a recommandé des réductions d'immigration beaucoup plus importantes. Le Conseil du président pour le développement durable, en 1996, avait recommandé aux États-Unis de stabiliser leur population afin de respecter divers objectifs en matière d'environnement et de qualité de vie. Il a également préconisé de réduire l'immigration à un niveau permettant une

population stable. Au taux actuel de fécondité des indigènes juste au-dessous du taux de remplacement, il faudrait ramener le niveau d'immigration au moins égal à un quart de million dans les années 1950 et 1960.

Le groupe de travail sur la population et la consommation du Conseil pour le développement durable du président Clinton a conclu en 1996: «Il s'agit d'un problème délicat, mais la réduction des niveaux d'immigration est un élément nécessaire de la stabilisation de la population et de la recherche de la durabilité» 46. pas donner aux électeurs un choix de 250 000, mais 40% des électeurs ont choisi les options de 100 000 ou zéro. Les résultats complets sur «combien d'immigrants légaux que le gouvernement devrait autoriser chaque année» sont les suivants: 7% - Deux millions 14% - Un million 23% - Un demi million 20% - 100 000 20% - Zéro

L'un des principaux moyens par lesquels la croissance résultant de l'immigration a un effet un peu moins marqué sur l'étalement est le niveau de revenu moyen inférieur et, par conséquent, le niveau de consommation inférieur de l'immigrant moyen. Mais nous avons constaté qu'une hypothèse selon laquelle les immigrants auraient moins d'effet parce qu'ils préféreraient préférer les villes centrales aux banlieues était fausse. La majorité des immigrants vivent maintenant dans les banlieues où se produit l'étalement urbain⁴⁷. Et il a été constaté que les enfants adultes d'immigrants étaient tout aussi susceptibles de fuir dans le centre-ville que les enfants adultes des autochtones. En fait, les faibles revenus incitaient les immigrés à s'installer aux abords des villes et même dans les zones de peuplement rurales au-delà des villes pour trouver un logement moins cher.

Au niveau local, la pression démographique liée à la croissance démographique est similaire quelle que soit l'origine des nouveaux résidents. Mais très peu de zones urbanisées seront probablement en mesure de maîtriser la croissance démographique et l'étalement si le gouvernement fédéral maintient des politiques qui ajoutent environ 20 millions de personnes à la nation chaque décennie, qui doivent toutes s'installer dans une localité. La réalité - qui ne peut être atténuée mais non éliminée par une bonne planification ou une croissance intelligente - est que ces localités occupent toutes des terres qui étaient auparavant des terres agricoles productives ou des habitats naturels irremplaçables.

Références

FAO. 2015. Rapport principal sur l'état des ressources en sols dans le monde. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Groupe technique intergouvernemental sur les sols, Rome, Italie.

Leahy, S. 20 18. [75% des terres de la planète sont dégradées](#). Un nouveau rapport met en garde que les dommages environnementaux menacent le bien-être de 3,2 milliards de personnes. National Geographic.

USC. 2018. Tableau 4. Estimations cumulatives des composantes de la variation de la population résidente aux États-Unis, dans les régions, les États et Porto Rico: du 1^{er} avril 2010 au 1^{er} juillet 2018. Recensement des États-Unis.

Wikipédia. 2017. Liste des villes des États-Unis par population. Wikipedia.org.

Échec et mat pour l'hégémon

Par Dmitry Orlov – Le 21 mai 2019 – Source [Club Orlov](#)



Selon les analyses de beaucoup de commentateurs intelligents et bien informés, une guerre entre les États-Unis et l'Iran pourrait éclater à tout moment. Leur preuve en faveur de ce point de vue consiste en quelques porte-avions américains qui sont censés être en route vers le golfe Persique, que l'Iran a menacé de bloquer en cas d'attaque. Pour ce faire, l'Iran n'aurait pas à faire quoi que ce soit de militaire ; il suffirait que ce pays menace d'attaquer certains pétroliers pour que leur couverture d'assurance soit annulée, les empêchant de charger leur cargaison ou de prendre la mer. Cela bloquerait les livraisons de près des deux tiers de tout le pétrole brut transporté par mer et causerait des dommages économiques vraiment stupéfiants – si stupéfiants que les économies pétrolières des pays importateurs de pétrole (et même de certains des pays exportateurs de pétrole) pourraient ne jamais s'en remettre.

Examinons d'abord ces quelques éléments de preuve. À mon avis, le fait de voir des porte-avions américains près d'un adversaire potentiel bien armé comme l'Iran, la Chine ou la Russie est une indication très claire qu'il n'y aura aucune escalade militaire. Le calcul ici est simple. Pour être efficace, un porte-avions américain doit se trouver à moins de 500 km des cibles que ses avions vont bombarder. C'est la portée aller-retour typique d'un avion sans ravitaillement en vol. Mais si ledit porte-avions s'approche à moins de 1000 km dudit adversaire potentiel, il peut être coulé à l'aide de toute une série d'armes modernes contre lesquelles il n'a aucune défense. Évidemment, dans de telles circonstances, le commandement du porte-avions évitera de faire quoi que ce soit de provocateur tout en faisant tout son possible pour afficher son absence totale d'intention hostile.

Certains prétendent (en l'absence de toute preuve) que les États-Unis voudraient en fait que l'un de leurs porte-avions soit coulé pour servir d'excuse à une escalade. Mais comment exactement la situation s'aggraverait-elle ? En faisant couler d'autres porte-avions ? Ajoutez à cela le fait que les États-Unis ne semblent plus construire de porte-avions. Son dernier effort, le *Gerald R. Ford*, bien nommé d'après le président au « bulbe mou », fait l'objet d'interminables réparations dans l'espoir qu'il deviendra un jour utile à quelque chose. Ajoutez à cela le fait que les États-Unis n'ont plus l'argent pour construire des jouets de guerre aussi gigantesques : vu la façon dont les choses se passent, dans quelques années seulement, le budget fédéral tout entier va être englouti par les paiements d'intérêts sur la dette fédérale. Apparemment, il est extrêmement difficile pour les Américains d'affronter le fait qu'il y ait une liste longue et croissante de choses qu'ils ne peuvent plus faire :

- Les États-Unis n'arrivent plus à organiser des révolutions de couleur efficaces. L'Ukraine est un embarras incontrôlable où la moitié de la population est prête à voter pour Poutine alors que certains oligarques juifs très méchants se sont achetés en grande partie un président juif. Et si l'exemple de l'Ukraine est tragique – c'est maintenant le pays le plus pauvre d'Europe – l'exemple du Venezuela est un peu une farce. Là-bas, un larbin formé par les américains, du nom de Juan Guaidó, se promène en prétendant être président depuis son récent poisson d'avril. De nos jours, le discours américain sur le « *changement de régime* » ne fait que provoquer des roulements des yeux et des gémissements.
- Les États-Unis ne peuvent plus lancer des attaques sous faux drapeaux et s'en servir comme prétexte. La fausse attaque à l'arme chimique dans la Douma syrienne, qui a servi d'excuse au dernier bombardement inutile de Donald Trump sur la Syrie (lors duquel une partie des missiles de croisière Tomahawk ont été

largué en mer alors que l'autre a été abattu par les défenses aériennes syriennes) a été définitivement prouvé comme étant une contrefaçon. Et la dernière tentative de ce genre, qui consistait à causer un peu de dégâts aux pétroliers dans le golfe Persique et à essayer de blâmer les Iraniens, n'a pas eu beaucoup de succès, la ficelle étant trop grotesque.

- Les États-Unis ne peuvent plus retirer leurs troupes. Ses troupes sont bloquées en Afghanistan, où elles n'ont plus aucune mission maintenant que les Talibans sont de nouveau victorieux. Pour se retirer, elles doivent trouver une sorte d'accord pour sauver la face, mais il y a ici deux problèmes : premièrement, les dirigeants ne savent pas comment négocier un tel accord ; deuxièmement, personne ne veut négocier avec eux. Et donc leur stratégie est de « *supprimer sur place* ». C'est très mauvais, parce qu'il y a une chance que cela se transforme en « *abandon sur place* » – arrêt du réapprovisionnement des troupes lorsque l'argent sera épuisé. Outre le fait de sauver la face et de faire paraître la retraite autrement qu'en déroute honteuse, il y a quelques considérations pratiques à prendre en compte pour retirer tout l'équipement. Il y en a trop pour qu'on puisse l'évacuer par avion. Il y est arrivé par la Russie, mais il serait trop humiliant de supplier à nouveau la Russie de l'aider. Il pourrait peut-être être récupéré via le Pakistan, mais les relations américano-pakistanaïses sont en très mauvais état. Mais laisser tout l'équipement sur place permettrait d'équiper les Talibans à peu de frais, ce qui provoquerait un scandale international. Enfin, le meilleur choix serait de détruire tout l'équipement sur place, mais cela produirait des contre-coups médiatiques terribles tant au pays qu'à l'étranger. Mais l'Afghanistan n'est que la pointe de l'iceberg : il y a plus de 1 000 bases militaires américaines dans le monde qui doivent être démantelées et abandonnées parce que, comme je l'ai déjà dit, dans quelques années à peine, les États-Unis auront un budget de défense nationale d'exactement 0 \$, le budget fédéral ayant été entièrement englouti par les intérêts sur la dette nationale.
- Les États-Unis ne peuvent plus mener de guerres commerciales. Celle avec la Chine s'est spectaculairement mal passée. Depuis le début, la stratégie chinoise a toujours été de gagner du temps, sans jamais accepter d'accord, tout en cherchant fébrilement comment remplacer les États-Unis dans leur commerce international vraiment massif. À chaque étape du processus, les États-Unis ont été là pour aider la Chine tout en nuisant à ses propres intérêts. Il y a trop de choses à creuser ici, alors voici seulement trois points saillants. Premièrement, les agriculteurs américains sont acculés à la faillite parce que leur soja contaminé par des OGM est remplacé par du soja russe écologiquement propre (les OGM sont illégaux en Russie), ce qui présente des avantages sanitaires majeurs pour la Chine. Deuxièmement, les sanctions contre Huawei, qui fabrique la moitié des smartphones et bien d'autres choses, ont coupé les États-Unis de la prochaine avancée majeure dans la technologie des réseaux [La 5G, NdT]. Et depuis la récente décision de Google de ne pas prendre en charge les futures versions des téléphones Huawei ou de fournir des mises à jour aux versions actuelles, les smartphones ne fonctionneront plus sous Android, coupant les États-Unis de la plupart du marché des smartphones. Troisièmement, la prochaine série de contre-sanctions chinoises – une interdiction des exportations de terres rares – mettra à mal les espoirs des États-Unis de pouvoir maintenir la production de technologies énergétiques alternatives, de voitures électriques, de semi-conducteurs et de bien d'autres choses. Enfin, les Américains finiront par payer pour leur folie en pensant qu'ils peuvent encore tenir tête aux Chinois sur le plan économique grâce à des taux d'intérêt beaucoup plus élevés : La Chine continuera de vendre ses réserves d'une valeur de plus de 1000 milliards de dollars de dette fédérale américaine, ce qui fera grimper le taux d'intérêt que les États-Unis doivent payer pour continuer d'emprunter de plus en plus (ce qu'ils doivent faire pour éviter de manquer à leurs engagements sur leur dette existante).
- Alors, que peuvent encore faire les États-Unis ? La réponse, je pense, est évidente : les États-Unis sont toujours parfaitement capables de provoquer des catastrophes humanitaires. Le Yémen, où une guerre civile se perpétue à l'aide d'armes américaines et avec la participation de conseillers militaires américains, est peut-être le pire cas. Il y a aussi le camp de réfugiés de Rukban en Syrie, près de la base militaire américaine d'al-Tanf, où des radicaux islamistes soutenus par les États-Unis utilisent des Syriens déplacés comme boucliers humains. Il y a les sanctions économiques contre le Venezuela,

qui causent un inconfort considérable à la population de ce pays. Pour être juste, les États-Unis provoquent également des catastrophes humanitaires sur leur propre territoire : si vous regardez les populations de sans-abri en plein essor à Los Angeles, San Francisco, Seattle et ailleurs aux États-Unis, si vous explorez les statistiques sur le suicide, la toxicomanie et les décès par overdose, ou si vous prenez en compte le fait que plus de 100 millions de personnes en âge de travailler aux États-Unis sont sans emploi, il devient clair que les États-Unis ne sont pas seulement en échec dans le monde mais subissent également une véritable hémorragie à l'échelle intérieure.

Tout cela peut sembler déprimant, mais en fait, il y a quelque chose à célébrer. Il est arrivé à maintes reprises au cours de l'histoire que des conflits militaires majeurs éclatent lorsque des empires s'effondrent, causant d'horribles pertes en vies humaines. Mais ce que nous observons aujourd'hui est tout à fait différent : pour les États-Unis, un conflit militaire majeur est devenu impensable alors qu'aucune des autres grandes puissances mondiales n'est particulièrement désireuse de déclencher une guerre et se préoccupe plutôt de développement économique et de coopération. C'est quelque chose dont nous pouvons nous réjouir tranquillement : l'ancien hégémon mondial est en train de s'effondrer sans grande lutte alors que le reste du monde passe à autre chose. Bien sûr, vous pouvez encore vous sentir déprimé par la façon dont les choses vont de mal en pis aux États-Unis, mais ici un peu d'ajustement d'attitude peut être d'une grande aide. C'est une technique très spéciale que les gens utilisent depuis des siècles lorsqu'ils sont confrontés à de telles circonstances. Ça s'appelle « *s'en foutre* ».

Températures, fonte des glaces, catastrophes : les rapports scientifiques donnent le vertige

Gaspard d'Allens , Reporterre 24 mai 2019



L'accélération du dérèglement climatique est indéniable. Les rapports et mesures scientifiques s'accumulent et légitiment l'urgence d'agir pour éviter que la planète s'engage dans une dynamique incontrôlable. Reporterre fait le point sur les tristes records battus depuis le début des marches pour le climat, en septembre 2018.

Partout dans le monde vont se dérouler vendredi 24 mai des marches pour le climat. Depuis que ces marches ont commencé, en septembre 2018, les études confirmant l'aggravation du dérèglement climatique se sont multipliées, tandis qu'en octobre, le rapport du Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) montrait qu'un réchauffement dépassant 1,5 °C aurait des conséquences très néfastes.

Hausse des températures, fonte des glaces, multiplication des catastrophes naturelles : notre époque collectionne les records ; elle mesure, pixel par pixel, courbe après courbe, l'étendue de sa propre destruction. *Reporterre* a synthétisé les dernières études réalisées au chevet de notre planète [1].

Des chocs de températures inédits

- D'après l'Organisation météorologique mondiale, **les quatre dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées depuis 1850 à l'échelle de la planète**. 2018 figure au quatrième rang, derrière 2016, 2015 et 2017.
- **En 2018, 77 records mensuels de chaleur ont été battus à travers le monde**. À Oman, à Qurayyat, le thermomètre n'est pas descendu en dessous de 41,9 °C durant 51 heures. Cela ne s'était jamais observé nulle part.
- **La période d'avril 2018 à mars 2019 est la séquence de douze mois la plus chaude jamais constatée au niveau mondial et en Europe**. Dans le monde, mars 2019 correspond au deuxième mois le plus torride après mars 2016. L'Australie a connu, à ce moment-là, des températures extrêmement fortes ainsi que de terribles sécheresses.
- **En France, c'est l'année 2018 qui a frappé le plus les météorologues. On n'avait jamais mesuré une température moyenne aussi élevée**. Elle a atteint, cette année-là, 13,9 °C. Soit 1,4 °C au-dessus des moyennes de la période 1981-2010. Si un écart de 1,4 °C peut sembler infime, il représente en réalité la différence thermique entre Paris et Toulouse. Une situation similaire a été observée en Allemagne, en Autriche, en Pologne et en Suisse, qui ont toutes enregistré en 2018 leur record de température annuelle.
- **Depuis 1900, la France a gagné 1,4 °C et la tendance s'accélère : sur les dix années les plus chaudes, neuf l'ont été après l'an 2000**.
- 2019 s'ouvre sur une séquence encore plus déroutante. « **Une chaleur polaire** » s'est récemment **abattue sur les pôles**. Mi-mai, les températures ont dépassé les 30 °C en Russie, du Kazakhstan à la mer Blanche et à l'Oural. Au bord de l'océan Arctique, on a relevé 31,2 °C à Koynas, une ville de 350.000 habitants, située à 65° N de latitude. Du jamais vu.

Des fontes de glaces excessivement rapides



- En 2019, au Groenland, **la saison de fonte de la calotte glaciaire a commencé environ un mois plus tôt que d'habitude**. En Alaska, plusieurs rivières ont vu la glace hivernale se briser à la date la plus précoce jamais enregistrée.
- **La banquise de l'Arctique n'a jamais été aussi peu étendue au mois d'avril**. En 40 ans de mesures, c'est historique. La superficie des glaces de l'Arctique représentait 13,42 millions de km² au 18 avril 2019. Contre 13,69 en 2017, et 14,54 millions de km² en 2015. Trois zones se démarquent en matière de fonte anormale : la mer de Barents, la mer d'Okhotsk et, surtout, la mer de Bering. La quantité de glace sur cette mer, située entre l'Alaska et la Russie orientale, s'y retrouve très diminuée, voire quasi absente : à peine plus de 200.000 km² de glace, soit trois fois moins que la normale.
- **Même situation pour l'Antarctique**. La surface occupée par la banquise au 1^{er} janvier 2019 était de 5,468 millions de km², elle n'avait jamais été aussi peu étendue à cette période de l'année (dans l'Hémisphère Sud, cela correspond à l'été).
- **En dix ans, la fonte des glaciers du Groenland a été multipliée par quatre**, d'après l'Institut technique du Danemark. En 2003, 111 km³ de glace par an disparaissaient, en 2013, ce nombre atteignait 428 km³ par an. Jusqu'à présent, c'est surtout la calotte glaciaire principale, constituée d'énormes quantités d'eau douce gelée, qui fondait, d'abord dans les glaciers du nord-ouest et du sud-est du Groenland. Désormais, la fonte est généralisée et touche également le sud-ouest du Groenland.

- De manière générale, les scientifiques sont pris de court par la vitesse des fontes actuelles. Dans certaines régions de l'Arctique canadien, **le pergélisol dégèle si rapidement qu'il engloutit l'équipement des chercheurs laissé sur place pour l'étudier**. Des caméras et du matériel thermiques sont inondés. « *On recueillait des données sur une forêt et tout d'un coup, c'est un lac* », dit ainsi Merritt Turetsky, biologiste de l'université de Guelph au site d'information CBC.

- **Ces fontes ont évidemment des conséquences concrètes. Le dégel du pergélisol, par exemple, pourrait augmenter considérablement les quantités de gaz à effet de serre** émis par les plantes et animaux anciens gelés dans la toundra. Lorsqu'ils se dégèlent, ils se décomposent et libèrent des gaz à effet de serre sous forme de carbone organique.

- **La diminution des glaciers entraîne une inévitable montée des eaux.** Les glaciers ont perdu plus de 9.000 milliards de tonnes de glace entre 1961 et 2016, selon une étude du 8 avril 2019 publiée dans la revue *Nature*. Ce qui a provoqué une élévation de 27 millimètres du niveau global de la mer au cours de cette même période. La perte globale de masse des glaciers a considérablement augmenté au cours des 30 dernières années. Elle s'élève actuellement à 335 milliards de tonnes de glace perdue par an et contribue à hauteur de 30 % à l'augmentation du niveau de la mer à l'échelle mondiale.

- Une étude dirigée par l'International Centre for Integrated Mountain Development, paru le 4 février 2019, annonce que **deux tiers des glaciers de l'Himalaya et de l'Hindou Kouch pourraient fondre d'ici à la fin du siècle** si la planète restait sur la même trajectoire d'émission de gaz à effet de serre.

Une hausse ininterrompue du taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère

- **À l'origine de ces bouleversements, on retrouve la même cause anthropique** : l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre — dioxyde de carbone (CO₂, méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O), et autres -. qui contribue au réchauffement climatique. Ces gaz piègent dans l'atmosphère une partie du rayonnement du soleil et le renvoient sous forme de chaleur.

- Or, **le niveau de CO₂ dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevé depuis trois millions d'années**. Il a atteint le 11 mai 2019 un nouveau seuil symbolique. Son niveau le plus haut dans l'histoire de l'humanité. Plusieurs instituts et observatoires ont annoncé qu'aujourd'hui, **le taux de CO₂ était de 415,26 parties par million (ppm)**. [2].. Les scientifiques considèrent qu'à l'aube de la révolution industrielle, le niveau de CO₂ se situait autour de 280 ppm. En 1958, date des premières mesures, à Hawaï, il atteignait 315 ppm.

- Selon le Global Carbon Project, la situation mondiale ne cesse d'empirer. **Les émissions à l'échelle du monde ont encore augmenté en 2018, de plus de 2,7 %**, tirées par l'Asie, la Chine et l'Inde, notamment, mais aussi les États-Unis. L'Europe, par contre, a réduit ses émissions de 0,7 % en 2018. La France affiche la dixième plus forte baisse en Europe, d'après Eurostat (0,4 %). Une tendance pas forcément durable. Mais en 2017, notre pays avait enregistré une hausse de 3,2 %.

• Une autre nouvelle inquiète les chercheurs. Les modèles du climat continuent à s'améliorer et les données qu'ils font apparaître paraissent effrayantes. **Le réchauffement en cas de doublement de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère serait plus important qu'on ne le prévoyait jusqu'à récemment** (entre 2,5 °C et 4,5 °C). Le réchauffement pourrait, en réalité, dépasser les 5 °C d'après de récentes modélisations décrites dans un article de la revue *Science*, le 19 avril 2019.

Des catastrophes naturelles imputables au dérèglement climatique ?



La ville de Marigot sur l'île de Saint-Martin en septembre 2017 après le passage du cyclone Irma.

En parallèle de la recherche, ces derniers mois ont été les témoins de cataclysmes de plus en plus violents qui frappent la population mondiale souvent la plus fragile. Si le lien de cause à effet reste complexe à démontrer, force est de constater que les événements extrêmes se multiplient :

- **De juillet à août, puis en novembre 2018, la Californie a été ravagée par des incendies.** Le « Camp Fire » a été le feu de forêt le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis (au moins 88 morts) avec la destruction de la ville de Paradise et des dommages estimés entre 7,5 milliards et 10 milliards de dollars.
- De nombreux ouragans et typhons se sont abattus sur les États-Unis, les Caraïbes et l'Amérique centrale en septembre et en octobre 2018. Le typhon Mangkhut a touché les Philippines en septembre et a fait au moins 81 morts dans le nord de l'archipel.
- **Le 15 mars 2019, le cyclone Idai a dévasté la deuxième ville du Mozambique, Beira.** 90 % de la cité portuaire a été détruite, selon la Croix-Rouge. Le bilan humain dépasse le millier de morts. Dans

un rapport, Amnesty International fait le lien avec les « *effets du changement climatique qui s'intensifient* » et appelle à un sursaut de la communauté internationale sur la question climatique.

• **En France, des inondations se sont produites dans l'Aude le 15 et 16 octobre 2018**, dues aux crues de nombreux cours d'eau. Les hauteurs d'eau ont atteint par endroits des niveaux jamais observés depuis 1891. Quinze personnes ont perdu la vie. À l'avenir, plusieurs scientifiques prévoient, avec le réchauffement climatique, un renforcement des pluies diluviennes et des crues éclair dans le sud de la France. Au début de l'automne 2018, une sécheresse a aussi frappé les Alpes. Le lac d'Annecy a subi une baisse record de son niveau d'eau en automne, au plus bas depuis 1947 : la cote du lac, habituellement proche des quatre-vingts centimètres, se trouvait à seize centimètres en novembre dernier [3].

Rumeurs de guerre

James Howard Kunstler 27 mai 2019

La course à l'effondrement économique est une compétition internationale qui suscite menaces et tensions suscitant le spectre de la guerre. Le centre implodant de cet effondrement est celui de la technocratie industrielle basée sur les combustibles fossiles. Toutes les nations le passeront selon des calendriers différents. Il a été joué lentement, douloureusement et de manière trompeuse - d'où mon terme: la longue urgence.

Après un média muet incapable d'analyser les délires du jour, on pourrait penser, par exemple, que les États-Unis et la Chine sont engagés dans une bataille symbolique pour le titre de champion du monde des poids lourds. Au lieu de cela, les deux s'inquiètent d'un déclin potentiel de l'activité qui rendra impossible le soutien de leurs populations actuelles à des niveaux proches du niveau de confort récemment atteint.

Pour la Chine, cela signifie *très* récemment. Jusqu'au tournant du millénaire, la plupart des Chinois vivaient comme si le douzième siècle n'avait jamais pris fin. Depuis deux décennies à peine, une nouvelle et assez importante classe moyenne chinoise conduit des voitures sur des autoroutes, mange des cheeburgers, porte un jean stylé, tire des selfies à la Tour Eiffel et rêve même d'aller sur la Lune. Ils ont à peine eu le temps de devenir décadents.

Ce fut un exploit. La Chine a compressé sa version de la révolution industrielle en quelques décennies, rattrapant un Occident fatigué et fatigué ayant mis deux cents ans à parvenir à la «modernité». Il semble maintenant qu'il nous surpasse - ce qui explique tant de tensions et d'angoisse dans nos relations. La vraie nouvelle est que nous sommes tous déjà au sommet de ce film. Personne ne surpassera personne.

La raison en est le déclin de l'énergie abordable pour gérer les systèmes incroyablement complexes sur lesquels nous comptons. La Chine n'a jamais eu beaucoup de pétrole. Ils importent maintenant plus de 10 millions de barils par jour, dont la plupart viennent de très loin, car ils doivent traverser des routes très dangereuses comme le détroit d'Hormuz et Molucca. Ils fonctionnent principalement avec du charbon, et ils ont dépassé leur pic - sans entrer dans les ramifications écologiques de ce qu'ils brûlent encore. Même certains observateurs intelligents en Occident pensent que les Chinois ont fait d'énormes progrès en énergie alternative et qu'ils seront bientôt libérés de leurs anciennes limites, mais c'est une

chimère. Ils ont rencontré les mêmes déceptions que nous concernant l'énergie éolienne et solaire. L'énergie alternative ne permet pas de dégager des ressources financières ou physiques. De plus, vous avez absolument besoin de combustibles fossiles pour y arriver.

Les États-Unis ont bêtement et stupidement l'impression que le «miracle de l'huile de schiste» a mis fin à nos inquiétudes énergétiques. Cela vient d'un lien insensé de vœu pieux entre une population découragée, un gouvernement malhonnête et les médias d'information endommagés au cerveau. Nous voulons, de toutes nos forces, croire que nous pouvons continuer à gérer les autoroutes inter-États, Walmart, Agri-Business, DisneyWorld, l'armée américaine et la banlieue telles qu'elles sont, pour toujours. Nous exprimons donc nos fantasmes rassurants sur «l'indépendance énergétique» et «l'Amérique saoudienne». En attendant, les sociétés productrices de pétrole de schiste ne peuvent pas gagner beaucoup d'argent en retirant ces déchets du sol. Pour le moment, les prêts à taux d'intérêt extrêmement bas, fondés sur toutes ces idées fantaisistes, entretiennent le racket et entretiennent les illusions de l'Amérique.

La déception suscitée par cette erreur de pensée sera épique. En fait, c'est déjà le cas, compte tenu du nombre de personnes en âge de travailler sans travail ou sans but qui mettent fin à leurs jours par opioïde OD dans le pays Flyover. Les hipsters de Brooklyn et de Silicon Valley ne sont pas encore arrivés à ce point, car une grande partie de la baisse de productivité du capital américain continue de couler dans leurs comptes bancaires, permettant une vie ensoleillée de macchiatos au nuage de caramel, de soupers de la ferme à la table et d'opérations de réaffectation sexuelle.

Les États-Unis et la Chine ressemblent en réalité davantage à deux passagers d'un navire en perdition qui courent pour nager vers une seule bouée de sauvetage - qui dérive toujours au-delà de la portée des deux parties désespérées sur un puissant courant historique. Ce courant est celui qui dit littéralement aux nations de s'occuper de leurs propres affaires, de se préparer à suivre leur propre chemin, de s'efforcer de devenir autosuffisantes, de faire face aux limites de la croissance, de simplifier et de réduire toutes leurs opérations.

Hélas, les États-Unis et la Chine - et tous les autres - seront apparemment entraînés à hurler et à crier à ces reconnaissances transformationnelles. (Ainsi, les agonies du Brexit.) Entre-temps, nous pouvons choisir de nous lancer à la poursuite de ce titre de champion du monde chimérique, simplement parce que nous avons encore les moyens de nous en occuper. Une telle compétition accélérerait certainement le voyage vers notre destination fatale, et pas dans le bon sens.

De la génération 1968 à la génération climat

Michel Sourrouille 28 mai 2019 Par [biosphere](#)

En mai 1968, la jeunesse se révoltait contre un passé minorant la place des jeunes. La majorité civile est passée de 21 ans à 18 ans seulement en juillet 1974. Un « enfant » n'avait pas accès au téléphone de la maison (quand il existait). Les parents rationnaient le passage devant une télévision où la couleur n'a commencé à se répandre qu'en octobre 1967. La jeunesse se révoltait contre la toute puissance du père, l'autorité parentale n'a été instituée qu'en juin 1970. Les mandarins régnaient sur l'université. La convention internationale des droits de l'enfant n'a été adoptée par les Nations unies qu'en 1989. **En mai 2019, la jeunesse se révolte pour protéger son futur.**

A la veille du scrutin européen du 26 mai, des jeunes étaient dans la rue avec leurs pancartes : « *Plus tard, je veux être vivant* », « *Je ferai mes devoirs quand vous ferez les vôtres* ». « *Nous sommes la première génération à subir les effets du changement climatique et la dernière à avoir une chance réaliste de prévenir une catastrophe* », résume Linus Steinmetz, 15 ans*. Si les décideurs ne les écoutent pas les conséquences seront désastreuses : destruction de la biodiversité, raréfaction de l'eau et de la nourriture. Le mouvement « **Fridays for future** » cristallise l'engagement d'une Suédoise de 16 ans, [Greta Thunberg](#), qui avait entamé une grève scolaire devant le Parlement de Stockholm en août 2018 ; la puissance des réseaux sociaux a transformé un combat solitaire en élan planétaire. Cette mobilisation contribue à la socialisation politique de la jeunesse, les débats dans les familles ne font que commencer. Les actions à venir risquent fort d'être spectaculaires, 90 % des jeunes acceptent les actions de désobéissance civile et entre 20 % et 30 % sont favorables à des dégradations de biens, notamment d'industries polluantes. Voici quelques réactions sur lemonde.fr :

Guillaume de Saluste du Bartas : *C là que l'on se rend compte que l'on a pris un coup de vieux. Issus d'une génération qui a pu bénéficier de l'ascenseur social, nous avons étudié, bataillé, bossé pour se faire une place au soleil. L'écologie était une notion nouvelle, étrange, excentrique. Elle devient maintenant une urgence. Nous les 50 ans et plus devrions remettre en question notre mode de vie L'avenir appartient aux jeunes : laissons-les prendre le pouvoir, mais que de résistances, de contre-attaques*

Oh Boy : *Ce sont les jeunes qui auraient mis en avant l'agenda climatique? On dirait que c'est Greta aux longues nattes qui a organisé la COP qui l'a invitée, créé le GIEC, fait la science, fondé les marches du carbone et développé des technologies et stratégies de mitigation et d'adaptation: c'est nous les vieux.*

Untel : *J'espère ne pas être le seul à voir l'inconsistance du mouvement (comme avant lui Nuit Debout). Qu'est-ce ces grands mots comparés à la réalité de la mobilisation, qui s'essouffle à l'arrivée des examens et qui s'éteint pendant les grandes vacances. Mais vous rigolez ? L'absence de réelle motivation n'est pas compensée par le soutien indulgent des médias. Je pense que Lénine doit rigoler, là où il est, à la vision des révolutionnaires en culottes courtes (et cheveux tressés) du XXI^e siècle.*

le sceptique : *Ces « générations » sont un concept un peu flou, surtout que chaque observateur voit ce qu'il a envie de voir parmi tout ce que fait une génération donnée. Qu'ont donné ou que donnent politiquement les générations 68, antiracistes, X, Y, Z...? Les jeunes pour le climat représentent combien de leur classe d'âge et en quoi est-ce très différent de l'engagement sur une thématique « progressiste » du moment, assez fréquent à l'adolescence ? Combien y a-t-il de jeunes qui sont dans le même temps aspirés vers les milieux identitaires-nationalistes, ou les milieux religieux tradi chez les 2e/3e génération de familles immigrées? Matériellement, quand viennent la vie active après papa-maman-bobo, puis le couple, puis l'enfant, cela donne quoi en bilan carbone, bilan matière première, bilan énergie ? Etc.*

Michel SOURROUILLE : *Aujourd'hui les jeunes savent que les glaces du pôle fondent et qu'une planète exsangue leur sera « léguée » sans qu'ils puissent refuser l'héritage. Il est donc normal qu'ils fassent entendre leur voix au nom de l'avenir. De leur côté, les vieux, décideurs économiques et politiques, gilets jaunes, parents, restent accrochés aux vieilles lunes des Trente Glorieuses, la croissance à n'importe quel prix et le court-termisme de rigueur. Il semble donc que toutes les conditions soient réunies pour qu'un nouveau clash générationnel se fasse jour comme en 1968 ; cette grève scolaire de la génération climat n'en serait que le précurseur.*

* LE MONDE du 24 mai 2019 ,« *Plus tard, je veux être vivant* » : la naissance d'une « *génération climat* »

LES PAUMÉS DE LA TERRE...

28 Mai 2019 , Rédigé par Patrick REYMOND

Je faisais référence aux "damnés de la terre". Pour le moment, les paumés de la terre ne vivent pas comme des damnés, au contraire, ils sont très bien portant économiquement parlant, et de ce fait, ne comprennent aucunes des tendances lourdes qui se dessinent de plus en plus nettement. Mais pour les voir, il faut accepter une idée désagréable, celle de la mort, et celle de la mort d'un système qui les a choyés. Et qui entrainera la mort de beaucoup.

- Nucléaire. Sans le nucléaire, on va tous mourir. C'est ce que dit l'agence internationale de l'énergie, qui fait dans la dentelle. Il faudrait selon elle, 80 % en plus d'ici 2040. Il a donc totalement échappé à ces imbéciles (Imbéciles, étrons et assimilés ou IEA) que c'est vraiment dur dur de faire fonctionner une centrale nucléaire ACTUELLE, sans uranium. Pour les autres, les technologies n'existent pas encore, et les développer d'ici 2040, il ne faut pas rêver.

Il faut rappeler la base. La production d'U est insuffisante depuis 1989, légèrement ces dernières années -10 % du marché-, et massivement pendant une période, durant laquelle on a largement tapé dans des stocks qui se sont largement amenuisés, le recours aux stocks militaires et le déclassement des vieilles centrales, des nipponnes et allemandes, ont largement réduit la demande.

En outre, la moitié de la production mondiale est largement déficitaire, malgré la fermeture de nombreuses mines. Le marché de l'uranium est un marché de niche, déséquilibré au profit des utilisateurs.

Là aussi, se pose le problème des coûts d'exploitations, en progression (assis sur les carburants fossiles, c'est en gros, du BTP), et des débouchés aux prix incertains. Là aussi, le problème de l'IEA, est qu'outre être composé de courtisans soucieux de leurs carrières, dire la vérité provoquerait l'effondrement.

Enfin et surtout, sans la béquille de l'industrie de l'armement, l'extraction est économiquement, impossible.

- Grande distribution, la dégringolade spectaculaire de Rallye-Casino est emblématique de la situation du secteur. Petite expérience personnelle de ce jour. Attiré par le cri du billet de 20 euros, lancé par le super-primou-géant de mon quartier, j'ai donc été acheté ma lessive habituelle, et quelques bricoles supplémentaires. coût 37 euros. bon d'achat de 21. Plus 3 bons de 10 (pour des achats de 20 euros) et 3 bons de 10 (pour 40). En attendant un peu le jour béni où ils vont me payer pour que je vienne. Dans ce cas là, je débarrasse le magasin, et je vais rajouter ça au répertoire de blagues concernant les magasins, de mon pote Bénichou. Au fait, c'est pas une blague... La leçon est simple. Il n'y a plus de prix.

- Outrecuidance. Outrecuidance de goujat ? Il y en a qui ont des illusions. Ils croient qu'on les écoute. En fait, on les écoute, surtout comme boussole qu'il ne faut surtout pas suivre. Outrecuidance de Paris, qui rappelle son opposition de principe à la peine de mort, tout en espérant fermement que le gouvernement irakien s'en tamponnera complètement, et fera exécuter les "français", de Daech, condamnés à mort.

- "[Tout est sous contrôle](#)". [38 000 emplois](#) supprimés dans l'automobile, et fusion envisagée entre Fiat et Renault.
- [Politiquement](#), vue de l'extérieur, la "[bonne tenue](#)", des partis au pouvoir en Europe, est toute relative.
- [Un imbécile](#) patenté (ils sont nombreux en ce moment), demande à [Trump](#) d'envahir le Venezuela. Il le compare au coup de la Grenade. Il lui a échappé, que la Grenade, c'était 2000 combattants. A vue de nez, le Venezuela, c'est 1000 fois plus, en superficie, en effectifs militaires, et en puissance de feu. Et la puissance US, par rapport à l'époque, sans doute 1000 fois moins. [Même Trump](#) est capable de s'apercevoir que les [porte-avions US](#), c'est de la daube. Pendant que les paumés s'extasient sur le budget militaire US. Visiblement, il faut un diplôme de crétinisme appliqué pour être élu au congrès.
- [Catastrophe](#) dans le [mid-west](#). Pendant ce temps-là, les paumés de Washington agitent leurs sabres pas bien aiguisés, pendant que le pentagone, lui, au courant de l'état réel des forces US, fait tout pour éviter les ennuis. [Les routes US](#) se construisent toujours, mais pour l'entretien, ça n'est pas et plus à l'ordre du jour.
- [Bruxelles](#) : les paumés de la commission, au lendemain des élections, engagent une procédure de déficit excessif envers l'Italie. Vous allez aimé la nouvelle série télé : "Les 28 salopards".
- France : le délire immobilier à son zénith. Taux immobiliers à 1% et plus de [40 % des emprunts à 25 ans](#). Ou plus.
Pas étonnant, avec ce niveau de décervelage, du résultat électoral de LREM, visiblement calqué sur les prix de l'immobilier.
- [Coup de rabet](#) sur les niches fiscales. En plus des "GJ", il risque d'y avoir aux ronds points des "Engins Jaunes", supplémentaires, sans compter les paysans.
- [Paysage de ruines](#) en France et impasse pour J. Sapir ? On en reparle au prochain effondrement immobilier, et tout bonnement, à l'effondrement économique qui arrive. Les élections en région parisienne ont été claires. Beaucoup de paumés, qui croient s'en tirer, au mieux, en votant écologiste, sans penser que le problème, c'est eux en région parisienne, au pire, en [votant LREM](#) parce que tout va bien pour eux. Ceux qui sont sensés avoir le meilleur capital intellectuel se révèlent, finalement, être des boeufs.
- Economie mondiale en perdition. La Chine, parvenue en un temps record à la modernité occidentale, son déclin sera immédiat, et le notre, pas triste.

SECTION ÉCONOMIE



Olivier Delamarche: "La croissance par la dette prépare un cataclysme" – Poléco n°217

Publié le 28 mai 2019 à 12:00:25 / 1 commentaire / 679 vues

Olivier Delamarche: "La croissance par la dette prépare un cataclysme" – Poléco n°217 Fin du système monétaire et dette avec Olivier Delamarche et...
[Lire la suite](#)



Charles Sannat: "L'incroyable déficit à 239 000 milliards de dollars des Etats-Unis !"

Publié le 27 mai 2019 à 13:00:44 / 0 commentaire / 907 vues

J'aime bien faire remarquer avec une certaine perfidie que cela fait bien longtemps que l'on n'entend plus parler des retraites par capitalisation qui seraient un... Lire la suite



Les actions américaines chutent depuis 5 semaines d'affilée. C'est la pire dégringolade en près de 8 ans !!

Publié le 28 mai 2019 à 14:30:38 / 7 commentaires / 1 098 vues

Cela fait un moment qu'on avait pas vu le cours des actions glisser comme cela, et si cette situation perdure, on parlera bientôt d'une avalanche. La rapide... Lire la suite



Venezuela: les pénuries de carburant provoquent des files d'attente... Le socialisme crée la rareté !

Publié le 28 mai 2019 à 14:00:30 / 4 commentaires / 90 vues

Au Venezuela, l'embargo américain paralyse l'achat de carburant pour la population qui attend parfois plus de 10 heures pour faire un plein. Venezuela: Regardez... Lire la suite

Le secteur des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine pourrait-il devenir une guerre froide mondiale?

Nouriel Roubini The Guardian Lun 20 mai 2019

Si Donald Trump et Xi Jinping s'engagent dans une animosité persistante, le monde en paiera le prix



Un homme passe à côté d'un banc arborant un drapeau américain devant un magasin à Beijing, en Chine. Photo: Fred Dufour / AFP / Getty Images

IL Y A quelques années, en tant que membre d'une délégation occidentale en Chine, j'ai rencontré Xi Jinping au Grand Palais du Peuple à Pékin. En s'adressant à nous, Xi a affirmé que la montée de la Chine serait pacifique et que d'autres pays - notamment les États-Unis - ne doivent pas s'inquiéter du

«piège Thucydide», ainsi appelé pour l'historien grec qui a raconté comment la peur de Sparte de la montée d'Athènes faisait guerre entre les deux inévitable. Dans son livre de 2017 [Destiné à la guerre: l'Amérique et la Chine peuvent-elles échapper au piège de Thucydide? Graham Allison](#), de l'Université Harvard, examine 16 rivalités antérieures entre une puissance émergente et une puissance établie, et constate que 12 d'entre elles ont conduit à la guerre. Xi voulait sans aucun doute que nous nous concentrons sur les quatre autres.

Malgré la prise de conscience mutuelle du piège Thucydides - et la reconnaissance du fait que l'histoire n'est pas déterministe -, la [Chine](#) et les États-Unis semblent y tomber de toute façon. Bien qu'une guerre brûlante entre les deux grandes puissances mondiales semble encore farfelue, une guerre froide devient plus probable.

Les États-Unis accusent la Chine des tensions actuelles. Depuis son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, la Chine a profité des avantages du système mondial de commerce et d'investissement, tout en ne respectant pas ses obligations et en ne respectant pas ses règles. Selon les États-Unis, la Chine a acquis un avantage injuste grâce au vol de propriété intellectuelle, aux transferts forcés de technologie, aux subventions accordées aux entreprises nationales et à d'autres instruments du capitalisme d'État. Dans le même temps, son gouvernement devient de plus en plus autoritaire, transformant la Chine en un [État de surveillance orwellien](#).

De leur côté, les Chinois soupçonnent que le véritable objectif des États-Unis est de les empêcher de renforcer leur pouvoir et leur influence légitimes à l'étranger. Selon eux, il est tout à fait raisonnable que la [deuxième plus grande économie du monde](#) (en [termes](#) de PIB) cherche à renforcer sa présence sur la scène mondiale. Et les dirigeants diraient que leur régime a amélioré le bien-être matériel de 1,4 milliard de Chinois bien plus que les systèmes politiques bloqués de l'occident.

Quel que soit le parti qui défend le plus l'argument, l'escalade des tensions économiques, commerciales, technologiques et géopolitiques est peut-être inévitable. Ce qui a commencé comme une guerre commerciale menace maintenant de dégénérer en un état permanent d'animosité mutuelle. Cela se reflète dans la [stratégie de sécurité nationale de](#) l'administration Trump, qui considère la Chine comme un «concurrent» stratégique qui devrait être contenu sur tous les fronts.

En conséquence, les États-Unis limitent fortement les investissements directs étrangers chinois dans des secteurs sensibles et poursuivent d'autres actions visant à assurer la domination occidentale sur des secteurs stratégiques tels que l'intelligence artificielle et la 5G. Il fait pression sur les partenaires et les alliés pour qu'ils ne participent pas à l'Initiative Ceintures et routes, programme massif de la Chine visant à construire des projets d'infrastructure sur l'ensemble du territoire eurasiatique. Et elle [augmente](#) le nombre de patrouilles de la marine américaine dans les mers est et sud de la Chine, où la Chine est devenue plus agressive dans l'affirmation de ses revendications territoriales douteuses.

Les conséquences mondiales d'une guerre froide sino-américaine seraient encore plus graves que celles de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique. Alors que l'Union soviétique était une puissance en déclin dotée d'un modèle économique défaillant, la Chine deviendra bientôt la plus grande économie du monde et continuera à se développer à partir de là. En outre, les États-Unis et l'Union soviétique ont très peu échangé, alors que la Chine est pleinement intégrée au système mondial de commerce et d'investissement et qu'elle est étroitement liée aux États-Unis, en particulier.

Une guerre froide généralisée pourrait donc déclencher une nouvelle étape de déglobalisation, ou du moins une division de l'économie mondiale en deux blocs économiques incompatibles. Quel que soit le

scénario envisagé, les échanges de biens, de services, de capitaux, de main-d'œuvre, de technologies et de données seraient sévèrement restreints et le domaine numérique deviendrait un «splinternet», dans lequel les nœuds occidentaux et chinois ne se connecteraient pas. Maintenant que les États-Unis ont imposé des sanctions à [ZTE](#) et à [Huawei](#), la Chine s'efforcera de faire en sorte que ses géants de la technologie puissent s'approvisionner en intrants essentiels, ou du moins auprès de partenaires commerciaux amis qui ne dépendent pas des États-Unis.

Dans ce monde balkanisé, la Chine et les États-Unis s'attendent à ce que tous les autres pays choisissent une partie, tandis que la plupart des gouvernements s'efforceront de maintenir le bon lien économique qui les unit. Après tout, de nombreux alliés des États-Unis traitent maintenant plus d'affaires (en termes de commerce et d'investissement) avec la Chine qu'avec l'Amérique. Pourtant, dans une économie future où la Chine et les États-Unis contrôlent séparément l'accès à des technologies cruciales telles que l'IA et la 5G, le terrain d'entente deviendra très probablement inhabitable. Tout le monde devra choisir et le monde pourrait bien s'engager dans un long processus de déglobalisation.

Quoi qu'il en soit, les relations sino-américaines constitueront le principal problème géopolitique de ce siècle. Un certain degré de rivalité est inévitable. Mais, idéalement, les deux parties le gèreraient de manière constructive, permettant une coopération sur certaines questions et une concurrence saine sur d'autres. En réalité, la Chine et les États-Unis créeraient un nouvel ordre international, fondé sur la reconnaissance du fait que le nouveau pouvoir (inévitavelmente) en croissance devrait se voir attribuer un rôle dans la formation des règles et des institutions mondiales.

Si les relations sont mal gérées - les États-Unis tentant de faire obstacle au développement de la Chine et de contenir son essor, et la Chine projetant agressivement son pouvoir en Asie et dans le monde - une guerre froide généralisée s'ensuivra et une guerre chaude (ou une série de guerres par procuration) ne peut être exclue. Au 21ème siècle, le piège Thucydides engloberait non seulement les États-Unis et la Chine, mais le monde entier.

• **Nouriel Roubini**, professeur à la Stern School of Business de l'Université de New York et chef de la direction de Roubini Macro Associates, était économiste principal pour les affaires internationales au sein du Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche sous l'administration Clinton. Il a travaillé pour le Fonds monétaire international, la Réserve fédérale américaine et la Banque mondiale.

Oubliez "l'argent": ce qui compte, ce sont l'eau, l'énergie, le sol et la nourriture - et un objectif national commun

Charles Hugh Smith 27 mai 2019

Si vous souhaitez identifier les superpuissances de demain, superposez des cartes d'eau douce, d'énergie, d'excédents céréaliers / céréaliers et de terres arables.

Le statu quo mesure la richesse avec «l'argent», mais «l'argent» n'est pas ce qui a de la valeur. "L'argent" (entre guillemets, parce que l'économie mondiale fonctionne avec des devises fiat intrinsèquement sans valeur, "l'argent") n'est une richesse que s'il peut acheter ce qui est réellement précieux.

Alors que le monde entre dans une ère de pénurie, ce qui importera plus que "l'argent" sont l'essentiel de la survie: eau douce, énergie, sol et la production de ces trois êtres, la nourriture. La possibilité de sécuriser ces ressources séparera les nations qui échouent de celles qui survivent.

Dans un monde d'abondance, il est supposé que toutes les ressources essentielles peuvent être achetées sur le marché libre. Les surplus sont mis sur le marché et quiconque ayant de "l'argent" peut acheter le surplus.

Les choses fonctionnent différemment dans la rareté: «l'argent» achète zip, zéro, nada parce que personne avec ce qui est rare ne peut se permettre de le donner pour de «l'argent» qui ne peut plus garantir ce qui est rare.

Parachute dans un désert avec de l'or, des dollars, des euros, du yen et du yuan, et puisqu'il n'y a rien à acheter, tout votre argent ne vaut rien. Une fois que vous avez soif de mourir, vous donnez tout votre argent pour un litre d'eau fraîche. Mais pourquoi ceux qui ont besoin de ce litre pour survivre voudraient-ils l'échanger contre un "argent" inutile?

Imaginez la longévité d'un régime qui vendait la nourriture de la nation alors que sa population avait faim. Pas très longtemps, une fois la vérité révélée.

Avoir des ressources n'est qu'un élément: la consommation est l'autre moitié du tableau. Avoir 4 millions de barils de pétrole par jour (MBPD) est bien si vous n'utilisez que 3 MBPD, mais si vous consommez 8 MBPD, vous devez toujours importer 4 MBPD.

L'eau et le sol ne sont pas des produits échangeables. Les nations partageant des ressources en eau (rivières et bassins versants) doivent négocier (ou mener des guerres) pour la division de cette ressource rare, mais en général, l'eau douce et les sols fertiles ne peuvent pas être achetés et vendus comme le grain et le pétrole.

Le nombre de pays ayant un surplus d'énergie et de nourriture à exporter est faible. Comme je l'ai noté dans [Superbugs et dans Ultimate Economic Weapon: Food](#), il existe des contingences dans la production alimentaire qui pourraient rapidement effacer les excédents et les exportations et provoquer des pénuries généralisées susceptibles de déclencher des troubles sociaux.

Les exportations d'énergie sont également une arme économique naturelle pour récompenser des amis nécessaires ou punir des ennemis désespérés (pas de pétrole ou de gaz naturel pour vous!).

Mais les exportations d'énergie sont également contingentes: des acteurs non étatiques peuvent faire sauter des oléoducs, des gazoducs et des oléoducs, des bornes de livraison peuvent être fermées ou exploitées, les régimes peuvent changer du jour au lendemain, etc.

La valeur de la monnaie d'un pays peut être comprise comme le reflet de ses ressources essentielles, ce que j'ai appelé les ressources FEW (nourriture, énergie, eau) que je voudrais maintenant modifier en FEWS (nourriture, énergie, eau, sol).

Les pays qui économisent de l'argent en créant de la monnaie (soit en l'imprimant, en l'empruntant ou en l'empruntant) tout en gérant prudemment leur eau douce, leur énergie, leur sol et leur nourriture "soutiendront" leur monnaie avec des excédents de plus en plus rares.

Les pays qui empruntent ou émettent de la monnaie de manière extravagante tout en disposant des ressources limitées du FEWS et des besoins énormes en aliments et en énergie importés constateront que leur devise perd rapidement de la valeur.

Quand il n'y a pas assez d'énergie et de nourriture, qui va échanger ce qui est rare et précieux pour ce qui est abondant et sans valeur ("argent")? La réponse est personne.

Si vous voulez identifier les superpuissances de demain, superposez des cartes d'eau douce, d'énergie, d'excédents de céréales et de terres arables: les pays dotés d'abondances qui peuvent produire des excédents durables en nourriture et en énergie tout en répondant aux besoins domestiques auront richesse et pouvoir.

Ceux dont les ressources diminuent et qui sont insuffisantes pour satisfaire la demande intérieure auront très peu de richesse, quelle que soit la quantité "d'argent" qu'ils impriment ou empruntent ou la quantité "de produits" de consommation qu'ils produisent.

Il existe deux autres attributs qui importent: être capable de défendre vos ressources FEWS contre les voleurs potentiels et un sens du but national largement partagé qui permet un sacrifice partagé pour le bien commun. Sans cette source commune d'unité, les élites riches et puissantes en saisiront de plus en plus, détruisant la maison qui les entoure de leur cupidité sans limites.

Le sacrifice commence par le haut ou ne veut rien dire. Forcer les citoyens à absorber des sacrifices ne fait qu'exacerber la désunion et la dissolution nationale.

Deux autres attributs de grande valeur sépareront les États-nations qui survivent à une période de pénurie et ceux qui échoueront: la flexibilité et la tolérance à la dissidence, qui permettent l'adaptabilité et l'innovation sociale, comme je l'explique dans mon dernier ouvrage, [Pathfinding our Destin: Prévenir la chute finale de notre République démocratique](#). Les régimes rigides qui ne tolèrent pas la dissidence sont fragiles et incapables du type d'adaptation et d'innovation sociale nécessaires aux crises de pénurie en cascade. Ils sont condamnés.

Rien ne garantit qu'un pays sera capable de rassembler tout ce qui sera nécessaire pour survivre à une époque de pénurie. Mais certains ont de meilleures chances que d'autres. Placez vos paris en conséquence.

Je réimprime ces tableaux pour souligner combien peu de pays ont des excédents alimentaires importants sur le plan géopolitique.

Le maïs est souvent le principal aliment du bétail. Pas de maïs, pas beaucoup de viande.

Rank	Exporter	2018 Corn Exports (US\$)	%World Total
1.	United States	\$12.9 billion	38.4%
2.	Argentina	\$4.3 billion	12.6%
3.	Brazil	\$4.1 billion	12.2%
4.	Ukraine	\$3.5 billion	10.4%
5.	France	\$1.7 billion	5%
6.	Romania	\$1 billion	3.1%
7.	Russia	\$854.4 million	2.5%
8.	Hungary	\$716.8 million	2.1%
9.	South Africa	\$452.2 million	1.3%
10.	Canada	\$406.3 million	1.2%

Les excédents de blé exportables sont concentrés entre quelques mains.

Rank	Exporter	Wheat Exports (US\$)	%World Total
1.	Russia	\$8.4 billion	21.1%
2.	Canada	\$5.7 billion	14.2%
3.	United States	\$5.4 billion	13.6%
4.	France	\$4.1 billion	10.3%
5.	Australia	\$3.1 billion	7.7%
6.	Argentina	\$2.5 billion	6.2%
7.	Ukraine	\$2.4 billion	5.9%
8.	Romania	\$1.2 billion	3.1%
9.	Germany	\$1.2 billion	2.9%
10.	Kazakhstan	\$965.4 million	2.4%

Il en va de même pour le soja, source de protéines en Asie et d'aliments pour le bétail dans le monde entier. Ce graphique montre les principaux producteurs et les principaux consommateurs.

Table 1. World Soybean Production (2017/2018) Table 2. World Soybean Meal Use by Country

(Million Metric Tons)

United States	119.52
Brazil	112.00
Argentina	54.00
China	14.20
India	9.50
Paraguay	9.20
Canada	8.00
Ukraine	3.89
Russia	3.50
Uruguay	2.52
Bolivia	2.60
Other	21.8
World	346.92

Millions Metric Tons

China	73.87
United States	31.12
European Union	30.34
Brazil	17.48
Vietnam	6.11
Mexico	6.05
India	5.45
Indonesia	4.35
Thailand	4.30
Russia	3.60
Japan	3.52
Other	36.87
World Total	233.60

UN PETIT ÉDITO VITE FAIT POUR EXPLIQUER LE MYSTÈRE DE L'ABSENCE DE L'HYPERINFLATION, ABSENCE TEMPORAIRE.

Bruno Bertez 26 mai 2019

Où est l'hyper inflation que l'on nous promet depuis tant d'années?

L'inflation serait dit-on un phénomène monétaire, donc si on crée beaucoup e de monnaie les prix doivent monter non?

Eh bien non, absolument pas.

C'est un raisonnement idiot, à courte vue à la Friedman car la monnaie peut aller soit dans les biens de consommation, si elle est distribuée aux consommateurs, soit dans les biens de capital si elle est allouée aux riches .

Si la monnaie est allouée sous forme de crédit comme c'est le cas, ceux qui la reçoivent sont ceux qui sont solvables, c'est à dire ceux qui offrent des garanties. Ceux-là ce sont les déjà riches, ils sont près des robinets d'ou coule le pognon du crédit; et ce sont eux qui se goinfrent.

Ceux là ne consomment pas car ils consomment déjà trop, non ils ont des excédents considérables. On dit que leur propension à consommer est faible et leur propension à épargner forte: donc ils achètent des biens d'épargne, ils investissent, ils spéculent ou ils thésaurisent.

Ils achètent ce que l'on appelle des actifs, financiers, réels, refuges ou autres œuvres d'art. Ce sont donc les prix de toutes ces catégories de biens qui, bénéficiant d'une demande élevée, montent et qui font bulle c'est à dire qui hyperinflatent.

L'hyperinflation attendue se retrouve dans la valeur globale des biens de patrimoine du monde entier. Ces biens sont plus rares que les biens de consommation, ils ne se fabriquent pas en masse, souvent ils sont uniques.

De plus les capitalistes ont compris le système: pour faire monter encore plus les prix de ces biens ils les retirent de la circulation: ils rachètent les actions, font des buy-backs, ils rendent celles ci encore plus rares! Pour rendre les biens de capital encore plus chers, les capitalistes décapitalisent ... grâce à la création monétaire qui leur est soi disant allouée .. pour investir!

L'argent que vous créez, si vous le distribuez par le biais du crédit aux déjà riches, alors les consommateurs n'en voient pas la couleur, leur pouvoir d'achat n'augmente pas! En revanche tout ce que les déjà riches ont envie d'acheter monte. .

Donc l'inflation monétaire ne va pas dans les indices des prix à la consommations mais dans les prix des actifs financiers divers, les indices des prix des biens de capital.

L'inflation des prix des actifs financiers, c'est une inflation de la valeur du capital: si vous achetez un titre 200 alors vous espérez qu'il va vous rapporter deux plus que si vous achetez un titre 100.

Vous espérez donc que les profits qui rentabilisent votre investissement vont augmenter. Plus vous payez cher votre bien en capital plus vous exigez de profits pour ne pas perdre sur votre investissement. La hausse de la Bourse produit l'exigence de la hausse des profits: les entreprises et les managers sont sommés de « délivrer », d'où les buy backs.

Donc la hausse du prix des biens de capital crée une pression pour exiger des profits toujours plus élevés, on dit que l'inflation du prix du capital augmente, pour le système, la contrainte de profits.

Or la contrainte de profit est déflationniste car elle impose d'éliminer tout ce qui n'est pas rentable et de rentabiliser tout ce qui peut l'être par la pression sur l'emploi et la prudence extrême sur les investissements .

Elle oblige à faire un profit plus élevé et donc à refuser de faire des investissements qui rapportent moins que le profit actuel. Vous créez une exigence de profit minimum renforcée et vous déplacez sans cesse vers le haut la barre du malthusianisme, c'est à dire , le couperet qui élimine les investissements.

La politique monétaire actuelle en résumé:

-produit de l'hyper inflation des prix des biens de capital, des actifs financiers, de l'immobilier et des placements refuges

-elle ne produit aucune hausse des prix des biens de consommation car elle n'en augmente pas la demande

-elle augmente la contrainte de profit dans le système et donc elle place plus haut la barre qui déclenche les investissements, elle est donc malthusienne

-étant malthusienne et augmentant la pression sur les revenus du travail pour satisfaire à l'exigence de rentabilité, alors elle rogne les pouvoirs d'achat et déflate les prix des biens de consommation au lieu de les inflater.

La politique monétaire est une politique de Gribouille qui se jette à l'eau pour ne pas être mouillé.

Un jour je vous expliquerai pourquoi, en raison du lien entre la valeur des biens de capital et les cash flows, le système est condamné. Je vous donne la clef de la démonstration: la valeur d'un bien de capital est la somme actualisée des cash flows qu'il procure sur sa durée de vie.

Ceci me conduit à annoncer, bien sûr sans calendrier:

-soit la dévalorisation réelle colossale des biens de capital

-soit la très forte hausse des revenus du travail c'est à dire l'hyperinflation des prix des biens de consommation.

Attention: pour analyser correctement ce que je prédis il faut introduire la fonction de voile de la monnaie.

La Réconciliation est inévitable car la valeur d'un actif de patrimoine est, sur le long terme la somme des cash flows que cet actif produit. Le lien entre les revenus produits par un actif et le prix de cet actif est organique.

Affrontement US – Chine : Premier Round aux USA.

Par Charles Gave 27 mai, 2019

La guerre de trente ans entre les USA et la Chine a commencé officiellement. Nous venons de terminer le premier round et, à mon avis (qui est tout sauf humble), les USA mènent aux points.

Revenons en arrière. En mars, les négociations allaient bon train et nous semblions tout près d'un accord. Le Président Trump était satisfait.

Et soudain, très curieusement, les autorités Chinoises reviennent sur un certain nombre de points sur lesquels un accord paraissait acquis. Apparemment, et d'après les sources chinoises, ce qu'avait accepté les négociateurs aurait été « trop » favorable aux USA et s'apparentait à des « traités inégaux ». Parler de traités inégaux, c'était faire allusion au « traité inégal » signé entre la Grande-Bretagne et la Chine après la guerre de l'opium, qui était en fait un diktat imposé par l'Occident à la Chine.

C'était donc remuer de fort déplaisants souvenirs et signifier que ce traité était inacceptable pour Pékin. Je ne sais pas pourquoi les Chinois ont pris cette décision, mais le résultat ne s'est pas fait attendre.

La contre-attaque américaine a été foudroyante.

En s'appuyant sur des textes de lois votés pendant l'été 2018, les décisions suivantes furent annoncées :

1. Les droits de douane allaient être soit augmentés quand ils existaient déjà, soit imposés sur une grande partie des exportations chinoises vers les Etats-Unis quand ils n'existaient pas.

2. Comme les USA ont un quasi-monopole mondial sur les semiconducteurs de grande-qualité (ce que je ne savais pas...), interdiction fut faite à TOUS les fabricants de semi-conducteurs américains d'exporter quoi que ce soit vers[CG1] des entreprises chinoises. Cela revient à condamner à mort Huawei et toute une partie de l'industrie Chinoise, en particulier dans la haute technologie et l'armement.
 3. Qui plus est, les autorités américaines faisaient savoir qu'elles interdisaient à TOUTE société NON-AMERICAINE d'exporter vers la Chine si plus de 25 % de la valeur ajoutée trouvait sa source soit dans une production aux USA soit dans des brevets américains. Il s'agit là d'une nouvelle et fort grave extra-territorialisation du Droit US à des entités dont certaines jusque-là ne se savaient pas soumises au droit américain. Elles ont appris très vite : en Europe, Infineon, ARM, ST Micro etc... ont déjà annoncé leurs arrêts de toute livraison vers la Chine et l'annulation de tous leurs contrats avec Huawei...
 4. Dans la foulée, les autorités US publièrent une liste fort vague de dix-huit « secteurs d'avenir », allant de l'intelligence artificielle, à la biologie ou l'informatique et spécifiant que toutes exportations allant vers la Chine dans ces secteurs devait être soumise à autorisation préalable.
 5. Le nombre d'étudiants étrangers (Chinois, Indiens...) autorisés à faire des études scientifiques au niveau du doctorat aux USA sera dorénavant extrêmement limité.
 6. Un certain nombre de sociétés chinoises ayant acheté des sociétés de technologie aux USA vont être forcées de vendre ces actifs, faute de quoi ces activités seront fermées.
- Bref, il s'agit d'un véritable « blitzkrieg » qui, à l'évidence, avait été soigneusement préparé à l'avance. Que peuvent faire les Chinois ?

Il faut ici distinguer réponses à court, moyen et long-terme.

- A court terme, les sociétés chinoises du type Huawei, voyant le coup arriver, avaient fait d'immenses stocks de semiconducteurs, assez sans doute pour tenir un an ou un an et demi, mais en tout état de cause Huawei ne peut plus espérer bâtir les réseaux 5 G en Europe ou en Grande-Bretagne, le contrat revenant du coup à Nokia ou à Ericsson, ce qui en augmentera sans aucun doute le prix.
- A moyen-terme, il est à peu près certain que les Chinois vont devoir lâcher du lest et que la position de Xi est affaiblie, sauf si Trump veut le ménager.
- A long-terme, la Chine va se lancer dans une campagne frénétique pour casser cette dépendance vis-à-vis des USA, mais cela prendra au moins 10 ans, et rien ne prouve qu'ils y arriveront. Intel par exemple a échoué à concurrencer les puces de Qualcomm, non sans avoir dépensé des milliards de dollars dans cette tentative.

Dans un ordre plus pratique.

On peut calculer que chaque augmentation des droits de douane de 25 % peut être compensée par une dévaluation d'environ 10 %. Pour atténuer le choc des droits de douane sur la rentabilité des sociétés

Chinoises, le Yuan a donc baissé déjà vis-à-vis du dollar de 6.2 y/\$ à 6.9y/\$, retrouvant ainsi les niveaux de 2017. Voilà qui devrait atténuer passablement le choc pour les entreprises chinoises.

Mais les autorités chinoises si elles peuvent dévaluer contre le dollar, ne veulent en aucun cas dévaluer contre les autres monnaies asiatiques tant elles sont soucieuses de préserver la construction d'une « zone monétaire yuan », pour arriver à leur but ultime : la de-dollarisation de l'Asie. Il faut donc que les autres monnaies asiatiques « suivent » la Chine dans cette dévaluation, ce qui semble bien être le cas, toutes les monnaies asiatiques ayant suivi la monnaie Chinoise, à la baisse.

Ce qui veut dire en passant que les pays européens, à l'exception de la Suède et de la Grande-Bretagne dont les cours de change ont beaucoup baissé depuis quelques mois, ont réévalué contre l'Asie depuis 18 mois, ce qui ne saurait être une bonne nouvelle pour le vieux continent, qui apparaît un peu comme une victime collatérale d'un affrontement qui le dépasse.

Les Chinois ne sont pas sans armes cependant.

- Ils peuvent décider de durcir le jeu, en faisant savoir par exemple qu'ils ne paieront plus leur pétrole en dollars mais en yuan et que ceux qui ne seraient pas d'accord, eh bien la Chine ne leur achèterait pas de pétrole... et comme ce sont les principaux acheteurs dans le monde...
- Parallèlement, ils pourraient décider de vendre leurs obligations US et de redéployer les sommes correspondantes en achetant de l'or, ce qui déclencherait une superbe panique financière.
- Ils pourraient aussi décider de nationaliser les usines de Qualcomm ou de Broadcom en Chine, ce qui n'arrangerait rien...

Mais honnêtement, je crois plutôt qu'ils vont essayer de calmer le jeu, en sacrifiant par exemple ceux qui ont négocié, pour offrir une victoire au Président Trump, en mal de réélection...

Mais tout cela va laisser des traces immenses.

Il est évident aujourd'hui que la lutte pour la « suprématie » mondiale est engagée entre les USA et la Chine et que TOUTE l'administration aux Etats-Unis est derrière Trump. Les USA entendent rester numéro un.

Du coup, la « mondialisation heureuse » de monsieur Minc est morte, et bien morte. L'évolution vers trois zones monétaires distinctes dont je parle depuis des mois est confirmée.

La gentille puissance hégémonique que semblait être les USA se transforme en un hégémon impérialiste qui utilise encore et toujours son DROIT pour forcer ses sujets à l'obéissance. Et comme l'Europe n'a aucune armée, on voit mal ces pays désobéir. On songe à la formule du premier ministre anglais au XIX -ème : « *Les nations n'ont pas d'amis. Elles ont des intérêts que le gouvernement doit défendre* » Nous y sommes et c'est une dure réalité pour l'Europe, qui ne voulait utiliser que le « Droit » pour se défendre et qui du coup se retrouve le dindon de la farce, obligée qu'elle est d'obéir au droit américain, sur lequel elle n'a rien à dire.

Nous sommes donc passés en deux ans d'un monde allant vers l'unité et se globalisant de plus en plus à un monde qui va se fragmenter à toute allure et dans lequel chacun va devoir s'armer ou se réarmer, où des chaînes de production superfétatoires vont devoir être installées pour répondre à des impératifs de souveraineté, et où produire dans un pays pour vendre ailleurs deviendra irresponsable...

Voilà un monde bien difficile pour Apple et pour ce que j'avais appelé il y a bien longtemps les sociétés « plateformes »... Il va falloir produire là où l'on vend, et non plus là où c'était le moins cher.

Tout cela annonce à la fois une inflation plus forte, une rentabilité du capital plus faible et un environnement géopolitique beaucoup plus dangereux ce qui GARANTIT une baisse des multiples cours/bénéfices, qui sont loin d'être bas en ce moment.

Je maintiens donc ce que je dis depuis Novembre 2017 : la plus grande prudence s'impose.

A noter que les marchés n'ont rien fait depuis cette date...

Quelques précisions, un peu au hasard.

Géographiquement, l'Europe est la zone de tous les dangers, les USA un peu la forteresse et l'Asie l'endroit qu'il faudra racheter en premier.

En Europe, il ne faut avoir que peu d'actions, toujours du type Air Liquide, qui produit partout et vend partout et aucune obligation tant l'Euro sera sous-pression si l'activité venait à y plonger. Il faut vendre l'Allemagne encore et toujours, qui va se trouver dans une situation impossible.

Il faut avoir son cash en dollar, ses obligations en Yuan ou en roupie indienne et pour ceux qui le peuvent en rouble Russe.

On peut garder des actions dans la périphérie de la Chine, tant je suis convaincu que la zone monétaire asiatique centrée autour du yuan va être LA réalité de demain, à condition de garder des réserves de cash importantes pour en racheter quand il le faudra.

Je n'aurais pas plus de 50 % en actions, au grand maximum.

Le secteur de la technologie industrielle aux USA risque d'en prendre un coup puisque Qualcomm réalise en Chine 55 % de son chiffre d'affaires, Broadcom 50 %, tandis qu'Intel avoisine les 20 %. Voilà des sociétés dont les bénéfices risquent de décevoir, mais je n'y connais rien dans ce domaine. Mieux vaut avoir les grandes sociétés de software ou des sociétés à fort rendement et couvrant bien leurs dividendes que de garder des sociétés industrielles opérant dans le secteur de la techno...

Il faut certainement renforcer les positions en or et peut-être établir une première position en crypto monnaies, qui devraient bénéficier des troubles à venir.

Vendre encore et toujours les financières surtout européennes.

Bref, tous aux tranchées, mettez vos casques lourds et surtout, surtout, restez bien à l'abri. Des occasions d'achat tout à fait intéressantes ne devraient pas tarder à apparaître, mais pour l'instant, gardez votre poudre sèche, bien sèche.

La ville de Baltimore aux Etats-Unis prise en otage par des pirates qui ont dérobé des outils à... la NSA!

par Charles Sannat | 28 Mai 2019



C'est une histoire encore digne d'un thriller scientifique à l'américaine puisque la ville de Baltimore est prise en otage par des cybercriminels.

Suite à une cyberattaque « au total, 100.000 ordinateurs ont été verrouillés. Tous contiennent des informations cruciales pour la bonne marche des services municipaux, dont les boîtes mail des employés de la mairie, des centaines de fichiers de travail ou des données liées aux caméras de surveillance. L'attaque a par ailleurs des conséquences pour les résidents de Baltimore, qui ne peuvent plus payer certaines de leurs factures en ligne. Pour redonner à la ville l'accès à ces informations, les pirates exigent le versement d'une rançon de 13 bitcoins, soit plus de 100.000 dollars au cours actuel ».

La doctrine politique américaine est assez claire. « On ne négocie pas avec les terroristes et autres maîtres chanteurs » sous peine de créer des précédents qui pourraient coûter encore plus cher à l'ensemble de la collectivité.

Evidemment le FBI est sur le coup de même sans doute que la NSA.... d'ailleurs a propos de cette agence nationale, « d'après le New York Times, le logiciel utilisé fait partie d'outils dérobés à la NSA, l'agence nationale de sécurité américaine, et mis en ligne par un groupe de hackers en 2017. En l'occurrence, il exploite des vulnérabilités de Windows XP et Vista, des systèmes d'exploitation prisés par les différentes administrations. Vista ne bénéficie pas de mise à jour depuis avril 2017, le rendant d'autant plus vulnérable ».

La vulnérabilité de nos sociétés à la Cyber-guerre!

L'être humain est programmé pour vivre dans le présent, ici et maintenant. Ce qui est vécu aujourd'hui donne l'illusion de la permanence. C'est une évidence qu'Internet fonctionnera demain de même que tous mes sites marchands préférés... mais rien n'est moins sûr.

Tout peut se gripper assez facilement, surtout si quelques groupes hostiles ayant de gros moyens techniques décident de rendre les choses beaucoup moins fonctionnelles.

Tous les grands pays disposent désormais de leur division de cyber-guerre.

Aux Etats-Unis c'est la NSA qui s'en charge.

En Chine, c'est le 3e département de l'état-major général de l'armée chinoise, avec les effectifs estimés à 130 000 personnes (rien que cela).

Au sein de ce 3^e Département, c'est l'unité 61398 (aussi appelée 2^e bureau), qui est en charge des États-Unis et le Canada, tandis que l'unité 61046 (aussi appelée 8^e bureau) serait chargée de s'occuper de l'Europe.



La France n'est évidemment pas en reste et fin janvier dernier, notre pays a dévoilé sa nouvelle doctrine de Cyber-guerre et de Cyber-défense avec le recrutement notamment d'un millier de cyber-combattants supplémentaires.

Bon disons-le, il est plus confortable d'être un cyber-combattant derrière un clavier que dans une tranchée. C'est nettement moins dangereux à court terme. Les compétences sont radicalement différentes.

Le problème des Bitcoins et... de la Chine!

Cette affaire reposera le problème des crypto-monnaies et celui de la ... Chine.

Ce qui se joue actuellement c'est une bataille très forte entre les géants américain et chinois pour la domination technologique mondiale.

Beaucoup de ces informations sont en réalité imbriquées

Source [BFM TV ici](#)

L'EURO, UNE FAUSSE BONNE IDÉE (1/2)

rédigé par [Olivier Delamarche](#) 28 mai 2019

Les déséquilibres nord-sud s'accroissent, tandis que les foyers de crises politiques ou économiques se multiplient dans toute l'Europe : l'euro pourra-t-il s'en sortir ?

L'euro, comme chacun sait, nous a apporté bonheur, prospérité, et nous a permis de mieux nous sortir de la crise de 2008... Quant à l'Union européenne (UE), c'est bien connu, elle réinvente sans cesse les notions de démocratie et de souveraineté, de vivre ensemble, de liberté – jusqu'à celle de penser.

Comme tous les vices de construction et les grandes escroqueries, ils ne se révèlent que lorsque l'environnement se corse. Dans le cas de l'euro comme dans celui de Bernard Madoff, les vices apparaissent au grand jour en 2008 avec la crise économique et boursière, soit, pour l'euro, sept ans après sa mise en circulation.

Entre 2008 et 2012, c'est la dégringolade de l'Espagne, de Chypre, de la Grèce, du Portugal. La troïka débarque, met ces pays sous tutelle, les étrangle économiquement sans rien régler.

Au passage, on peut même, quand on a de l'argent comme l'Allemagne, profiter de « soldes » sur des aéroports ou des îles.

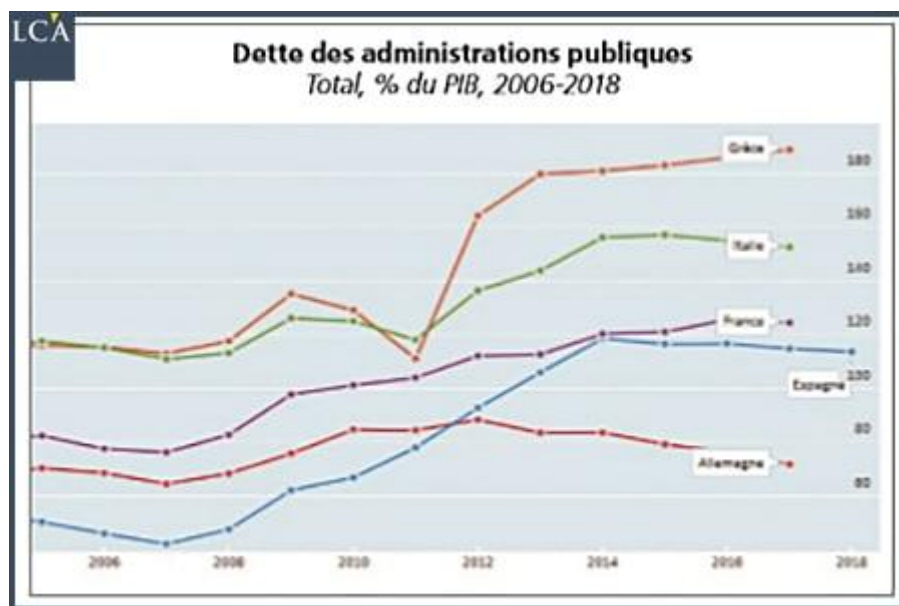
L'Allemagne sort gagnante

Sur les deux graphiques qui suivent, que ce soit en matière de production industrielle ou en matière de dette, il est évident que l'Allemagne a été la grande gagnante – et les pays du sud, dont la France, les grands perdants de cette histoire.

En 2018, les exportations allemandes ont encore battu un record à 1 318 Mds€ (+3% par rapport à l'année précédente) ; l'excédent commercial, même s'il s'est un peu tassé, reste tout de même à 228 Mds€. Les exportations vers l'Europe sont de 778,7 Mds€, en hausse de 3,8% par rapport à l'année précédente.

Dans le même temps, la France a affiché une belle croissance de 3,6%... de son déficit, à 59,9 Mds€ contre 57,8 Mds€ l'année précédente. L'Italie, pays dont M. Macron et ses équipes ont insulté les dirigeants à peine ont-ils été élus, dégage, quant à elle, un excédent commercial de 39 Mds€.





Si l'euro était une course de chevaux, ce serait une course à handicap. Dans ces courses, le handicap se fait au poids. Il est établi par le handicapeur de l'hippodrome pour chaque course.

Celui-ci prend en compte les résultats passés des chevaux, l'expérience de leur jockey, leur âge, leur sexe. L'ajout de poids (entre 50 et 62 kg) laisse une grande marge de manœuvre, si bien que le handicap se fait au bon-vouloir de le handicapeur.

Maintenant, imaginez que vous aligniez, dans une course, des mules et un cheval de course ; et que vous rajoutiez, non pas au cheval de course mais aux mules 62 kg en plus de jockeys en surcharge pondérale.

Le départ est donné. Le Léon Zitrone actuel, pendant que l'étalon de haute lignée avec un poids plume sur le dos caracole 800 m devant les mules, s'interroge : « Mais pourquoi les mules ont-elles du mal à suivre ? » Pendant la course, deux mules meurent.

Au cours de la célèbre émission qui suit, « On refait les courses », dans laquelle ont été convoqués les meilleurs experts de plateaux téléés, ces derniers nous expliquent qu'il faut plus de ces courses, qu'il ne faut surtout pas changer les règles et qu'il faut à tout prix que les mules continuent de courir dans les mêmes conditions, même si elles doivent en mourir.

C'est à cela que ressemble l'euro. Or, une monnaie doit être adaptée à son pays et non à un ensemble aussi hétérogène qu'un cheval de course et une mule.

L'euro est déjà mort

Le déséquilibre est flagrant sur le graphique suivant qui montre les soldes Target 2.

Target 2 est un simple système de paiement pour les transactions transfrontalières dans la Zone euro. Son utilisation est obligatoire pour le règlement de toute transaction en euro impliquant la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des Etats membres de la Zone euro.

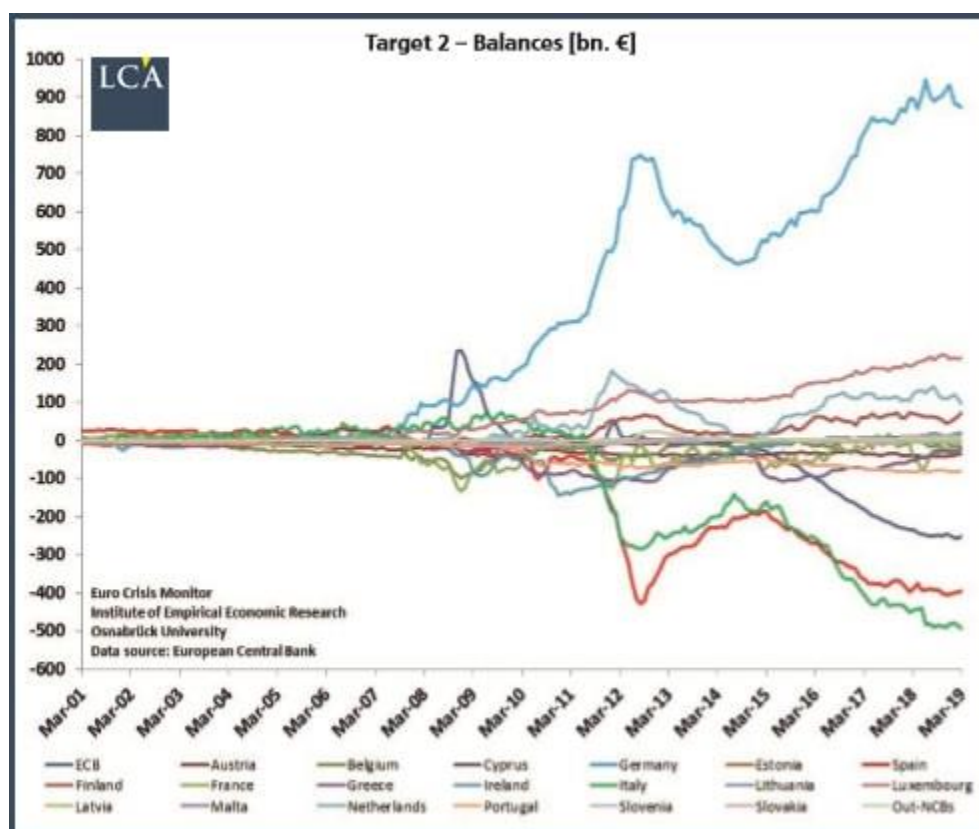
On peut constater que depuis la crise de 2008, les paiements entre elles ne sont plus compensés et que les déséquilibres entre les économies se creusent.

La Zone euro ne constitue pas une zone monétaire optimale. L'absence de transferts entre les pays de la zone conduit à une accumulation des excédents et des déficits commerciaux qui ne peuvent être corrigés par les taux de change.

Pour que ce système perdure, il faudrait que les pays excédentaires transfèrent leurs excédents vers les pays déficitaires, autrement dit que l'Allemagne donne annuellement 10% à 12% de son PIB, principalement à l'Italie et à l'Espagne. Bien évidemment, aucun pays ne peut se permettre cela, l'euro est donc mort.

Fin 2018, l'Italie et l'Espagne devaient respectivement environ 500 Mds€ et 400 Mds€ qu'elles ne pourront jamais payer et l'Allemagne avait plus de 900 Mds€ qu'elle ne pourra jamais récupérer.

Les déséquilibres que l'on constate sur le graphique ci-dessous ne vous indiquent pas quand le système va sauter, mais que lorsqu'il sautera, la déflagration sera terrible. Surtout, on comprend que ce seront les Allemands qui en pâtiront le plus.



Si l'Italie, troisième économie de la zone, sortait de l'euro et retrouvait sa monnaie, cette dernière baisserait par rapport à l'euro rendant de fait les produits italiens plus compétitifs.

La France, concurrente directe de l'Italie, sortirait donc à son tour et ce serait la fin de la monnaie unique. Voici qui explique le comportement plein de hargne de Manu et de sa bande dès les résultats des élections italiennes connus. Force est de constater que les soutiens à l'euro ont tendance à diminuer.

Un pays = une monnaie

Le fait de récupérer sa monnaie est un préalable et non une finalité. Personne n'a la moindre idée des effets non pas d'une déconstruction ordonnée, mais d'un éclatement qui risque d'entraîner une dépression sans précédent.

Surtout si ceux qui seront en charge à ce moment-là ont le niveau de nos dirigeants actuels. Par gros temps, il vaut mieux un solide marin pour tenir la barre qu'un gamin qui n'a pour expérience de la navigation que les barques du bois de Boulogne.

Jamais nous n'avons été aussi près du dénouement. Le Brexit, l'Italie, les dernières élections européennes, le mouvement des gilets jaunes, la récession économique globale et toujours cette incapacité de nos dirigeants à anticiper et à corriger la trajectoire nous mènent, inexorablement, vers une « révision brutale de nos modèles ».

Si nous n'en profitons pas pour changer de modèle économique et de mode de gouvernance, récupérer notre souveraineté monétaire ne changera pas grand-chose. Les personnes qui seront en charge iront vers le plus facile, à savoir maintenir la dette parce que cela repousse le problème à plus tard, la distribution de cadeaux à ceux qui peuvent servir et à soi-même parce qu'ils le valent bien, l'hyperconsommation, l'épuisement des ressources naturelles et la destruction de la Terre.

Parce que... c'est fatigant de réfléchir à créer un autre modèle – et s'ils avaient des capacités de réflexion, ils auraient fait autre chose que de la politique.

A suivre...

IL N'Y A PAS DE PLACE POUR DEUX CROCODILES DANS LE MÊME MARIGOT

rédigé par Bruno Bertez 28 mai 2019

Deux superpuissances sont en train de s'opposer – l'une sur la pente descendante, l'autre sur la pente ascendante. Des structures profondes sont remises en cause.

Personne ne sait ce qui peut et va se passer au terme de la guerre commerciale.

Nous ne sommes pas dans l'événementiel, nous sommes dans un processus. Un processus qui a commencé il y a fort longtemps et dont le sens profond est la lutte pour la suprématie, pour l'*imperium*, pour le leadership mondial.

En clair, il n'y a pas de place pour deux crocodiles dans le même marigot.

L'histoire est celle de la montée d'une nouvelle superpuissance face à une puissance déjà déclinante et surtout surexposée, ramollie, jouisseuse. La situation américaine est typique de ce que l'on appelle le déclin.

L'Amérique lâche la proie pour l'ombre ; elle s'éparille, elle perd sa cohésion sociale. Elle s'autodétruit.

La recette de la puissance, c'est être peu nombreux à consommer et beaucoup à souffrir, à investir, à se sacrifier. Les Etats-Unis n'épargnent plus, surconsomment – et le meilleur signe de leur affaiblissement fondamental, c'est la dette. Plus de la moitié des jeunes se disent attirés par les idées socialistes.

Oui, les USA ont descendu la pente, ils sont nombreux à consommer et peu à travailler réellement.

Le travail américain est devenu abstrait, il a perdu le contact avec le réel, avec la transformation du réel par le sang et les larmes. Les Américains n'ont même plus le courage de se battre militairement directement, c'est tout un symbole.

La plus-value qui fait la rentabilité du capital investi, cette plus-value est importée par le jeu de l'échange inégal et surtout par l'exploitation sous sa forme financière. Tout cela fait perdre le sens du réel, détruit les capacités d'adaptation.

L'expression importante, c'est cela : capacité d'adaptation.

Ascension d'une nouvelle superpuissance

La nouvelle superpuissance, c'est la Chine. Elle a profité des faiblesses consommatrices de l'ancienne, elle a édifié une masse de savoir-faire, d'équipements, de fonds de commerce, d'investissements productifs, de réserves monétaires, de capacités technologiques et militaires colossales.

Tout cela n'a pu être fait que grâce à la surconsommation, c'est-à-dire grâce aux déficits américains. Quand des gens lucides comme l'économiste Stephen Roach l'ont expliqué, on leur a ri au nez.

Ce sont les demandes des consommateurs américains et les besoins de profit du capital américain qui ont produit le miracle du développement accéléré chinois.

Il a fallu que les Etats-Unis importent des marchandises, de la plus-value et de la productivité pour satisfaire les besoins d'un système devenu pervers. On ne peut mieux résumer la situation qu'en disant que les USA se sont mis sur La Pente. Ils ont descendu cette pente tandis que les Chinois la montaient.

L'un monte, l'autre descend

Les Chinois ne sont devenus forts que des faiblesses coupables des Américains. Les Américains ont donné aux Chinois eux-mêmes « la corde pour se pendre » ; ils ont, par leur demande, mis au travail des centaines de millions de Chinois, ils les ont mis à l'école et aux universités.

Cela a duré longtemps – et c'est ainsi que cela a eu le temps de s'instaurer, de se rigidifier, de se codifier en un système : la Chinamerica.

Les uns travaillent et exportent du travail, les autres jouissent et exportent des promesses, des titres, des dettes.

La théorie néo-libérale a été créée pour cela, pour répondre aux besoins théoriques produits par le nouveau système.

Dans la version de l'école de Chicago, cette théorie dit qu'il n'y a rien de mal à surconsommer et à payer à crédit tant qu'il y a des gens qui acceptent d'accumuler les créances.

Elle va même jusqu'à prétendre, comme le fait le sinistre Ben Bernanke, que la demande de créances, de titres, de papiers en général de la part du reste du monde et singulièrement des Chinois est responsable de la crise de 2008 : ils épargneraient trop !!

Bernanke est un crétin, mais il y a une chose qui est vraie : ce système des déficits américains récurrents et des excédents du reste du monde a produit une masse considérable de réserves monétaires, de masse monétaire, de « capitaux » qui, comme tous les capitaux, ont cherché leur mise en valeur.

Les dettes des uns sont toujours le capital des autres : ne l'oubliez jamais.

COMMENT DONALD TRUMP A RATÉ SA CHANCE

rédigé par Bill Bonner 28 mai 2019

Donald Trump avait toutes les clés en main pour réellement “rendre sa grandeur à l’Amérique”. Il ne l’a pas fait... et il est peut-être désormais trop tard.

Un vieil ami est venu nous rendre visite hier dans nos bureaux londoniens.

“Je ne sais pas si tu t’en rends compte”, a-t-il dit ou à peu près, “mais [ta stratégie d’allocations d’actifs Dow/or](#) est une vraie mine d’or.

“Ce qu’elle montre – très clairement –, c’est que le marché baissier qui a suivi le krach des dot.com n’a jamais pu se terminer. Greenspan est intervenu.

“En deux mots, selon moi, la tendance financière la plus importante est le déclin du ratio Dow/or. Après avoir atteint un sommet de 41 en 1999, il a commencé sa longue marche – pour revenir au niveau qu’il finit toujours par retrouver – sous les 4. On a là la véritable tendance primaire.

“Maintenant, depuis octobre 2018, il a repris du poil de la bête [l’or grimpe par rapport aux actions]. On parle là de la correction la plus grosse, la plus vilaine et la plus brutale de notre existence. Elle a lieu en ce moment même. Personne ne s’en aperçoit. Et devinez quoi ? On peut y investir”.

En d’autres termes, on peut gagner de l’argent avec.

“On” n’inclut peut-être pas votre correspondant. Il s’en tiendra à la stratégie dans sa forme la plus simple :

Lorsque les actions du Dow sont valorisées à plus de 15 onces d’or, nous vendons et achetons de l’or. Lorsque les actions du Dow sont valorisées à moins de cinq onces d’or, nous vendons l’or et achetons des actions.

Entre temps, nous nous contentons d’observer ce qui se passe... comme nous le faisons depuis 1996, année où le ratio Dow/or a dépassé les 15 et où nous avons vendu nos actions.

Trump, le nouveau messie ?

La stratégie de notre ami Tom est conçue pour rapporter de l’argent – beaucoup d’argent. Votre correspondant espère simplement ne pas en perdre. Ce qui nous ramène à la suggestion d’un lecteur, sur laquelle nous méditons [depuis quelques jours](#) :

Pourquoi ne pas soutenir la cause de Trump ? En tant que capitaliste, ne devrions-nous pas donner à nos lecteurs ce qu’ils veulent ? Ne gagnerions-nous pas plus d’argent ainsi ?

Nombreux sont ceux qui croient que Trump est le messie. Il essuiera toutes les larmes. Plus de deuil, de pleurs et de douleur. Il nous délivrera du mal pensent-ils. Ne pas avoir foi en lui est quasiment un péché... un aller simple pour l’enfer.

Nous pensons cependant que notre cher lecteur prend ses désirs pour des réalités. Les médias américains comme Breitbart et FoxNews fournissent déjà toute l’adulation trumpiste nécessaire. Nos lecteurs n’ont pas besoin que nous y ajoutions notre propre contribution.

Ce que nous voulons tous – et dont nous avons tous besoin –, c’est de faire tomber les écailles de nos yeux... afin d’avoir une image plus claire de ce qu’il se passe en ce moment.

Qui plus est, nous sommes trop vieux pour répondre aux moindres désirs de nos lecteurs... trop riche pour avoir besoin de l’argent... et trop têtue pour nous en soucier.

Des préjugés tenaces

Pour autant que nous puissions en juger, le train Trump va dans la mauvaise direction. Mais là, nous devons admettre que nous avons quelques préjugés.

Nous n'aimons pas que des crétins nous dictent notre conduite ; en d'autres termes, nous préférons moins de politiques, moins de compères, moins de zombies, moins de créatures du marigot et moins d'idiots nous disant quoi faire.

Nous dormons mieux, également, lorsque les gens rient des sottises au lieu de les utiliser comme base de leur programme politique.

Nous n'avons évidemment rien contre M. Trump personnellement. Il joue la brute épaisse et ignorante à la télévision. Nous ne savons pas comment il est en privé. Le magazine *Foreign Affairs* semble dire les choses telles qu'elles sont :

"... l'art du spectacle, l'audace et la capacité de jouer son va-tout figurent aussi parmi les traits qui ont fait de l'Amérique ce qu'elle est... Trump est un phénomène [...] Il sait maîtriser l'attention des personnes les plus éduquées et dominer les médias. S'il a pu, en un seul cycle électoral, vaincre les dynasties bien enracinées Bush aussi bien que Clinton, c'est qu'il y a une raison. Pourtant, il n'a de loin pas perpétré de catastrophe d'une ampleur comparable à la guerre en Irak ou la crise financière mondiale".

Pour l'instant.

Deux chances... manquées

Ces 20 dernières années, il n'y a probablement eu que de rares occasions d'arrêter le Dette Express.

L'une d'entre elles s'est présentée en juin 2000, explique notre collègue David Stockman. A l'époque, il était évident — pour Alan Greenspan comme pour d'autres — que le système monétaire inspiré de Milton Friedman et mis en place par Richard Nixon ne fonctionnerait pas. Le système de Friedman — le monétarisme — exigeait que l'on contrôle la croissance de la monnaie, qui devait être maintenue à 3% environ par an.

Mais après 1971, lorsque le lien final entre l'or et le dollar a été coupé, le pouvoir d'achat réel des Etats-Unis s'est mis à provenir d'une nouvelle source — le crédit.

A la fin du XXème siècle, Greenspan s'est aperçu que la Fed ne savait plus ce qu'était "la monnaie"... et ne pouvait ni la mesurer, ni la contrôler.

Greenspan, autrefois partisan de l'or, aurait pu prononcer un petit discours à ses collègues gouverneurs de la Fed :

"Euh... les gars... ça ne marche pas. Il faut revenir à un système adossé à l'or".

Au lieu de cela, il a laissé le système monétaire basé sur le crédit entrer en éruption, réduisant le coût du crédit/argent et faisant passer les taux directeurs de 6% à 1% — soit le niveau le plus bas de l'Histoire à l'époque.

Le crédit/argent a coulé comme du chocolat chaud... terminant en majeure partie dans les centres monétaires les plus attractifs — New York et Londres.

La deuxième et dernière opportunité s'est peut-être présentée en 2017, lorsque Donald Trump est entré à la Maison Blanche.

Bien entendu, il était peut-être déjà trop tard. Peut-être qu'aucun être humain n'aurait pu surmonter la tempête d'indignation qui s'est abattue sur lui.

Cela aurait signifié réellement assainir le marigot... saper le pouvoir du *Deep State*... et administrer une volée de bois vert à l'industrie financière.

Les élites... les pouvoirs en place... le tout-puissant *Establishment* auraient été contre lui. Il aurait eu de la chance de s'en sortir.

Le Dette Express prend de la vitesse

Mais Donald J. Trump est un battant, un perturbateur... et il avait remporté la Maison Blanche en promettant de rectifier la situation.

Il avait également des majorités républicaines dans les deux chambres du Congrès ; dans les faits, il dominait les médias, et l'Amérique profonde était derrière lui.

Quel régal cela aurait été de le voir, dans son premier discours sur l'état de l'Union, dire enfin la vérité :

“Obama et les démocrates ont ruiné notre économie. Le travailleur moyen n'a pas eu d'augmentation de salaire en 40 ans, tandis que les élites se sont enrichies plus encore. Le jeu a été truqué. Je vais réparer tout cela. Ça va être difficile. Ça va être douloureux. Mais on va y arriver. Et on retrouvera une magnifique économie. MAGA !”

Cela ne s'est pas produit. Au lieu de cela, la zone la plus boueuse du marigot – l'armée – a reçu plus d'argent. Le déficit budgétaire a augmenté trois fois plus rapidement que le PIB. Le déficit a doublé ; la dette fédérale a grimpé de 2 000 Mds\$ depuis 2016. Et le *Deep State* a gagné du terrain.

A présent, que nous le voulions ou non, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, nous sommes tous à bord du Dette Express. Et dans la mesure où rien ne l'arrête, il est en train d'accélérer.

Youpi !